

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Gênes et le Mécanisme Capitaliste (Paul Louis). — La Conférence de Moscou : La Résolution sur le front unique. — La Conférence de Berlin : Déclaration de Clara Zetkin ; Réponse de Karl Radik à Vandervelde ; Texte de la Résolution votée ; Les Réserves de la 3^e Internationale ; Impressions de séance (R. Albert).

Après la Conférence (Lucie Leiciague) ; Signification et Résultats (Alfred Rosmer). — Chronique Internationale : Angleterre (Eden et Cedar Paul). — Au secours du Proletariat torturé (Henry Lehmann). — Résolution sur le Front Unique votée au Conseil National d'Aubervilliers. — Bibliothèque Communiste.

Gênes et le Mécanisme capitaliste

DENDANT longtemps, les grands problèmes internationaux, ou du moins certains d'entre eux, ceux qui touchent aux relations des Etats avec les Etats, n'ont que médiocrement intéressé le prolétariat. Marx, dans ses œuvres, avait pourtant insisté à maintes reprises sur la gravité décisive que les tractations diplomatiques peuvent revêtir pour la vie des classes ouvrières. C'est là que les classes dirigeantes ont le mieux concentré à l'abri des regards, dans un secret quasi absolu, leur puissance dictatoriale. Elles dissimulent derrière des textes en apparence anodins, des desseins gigantesques, des convoitises débordantes et dont les oppositions aboutissent tôt ou tard au choc des armées. Les grands mots de souveraineté nationale, de défense nationale, de prestige moral servent de façade aux plus bas appétits. Ce que les bourgeoisies se disputent, ce n'est pas, comme elle disent, la primauté de la civilisation, c'est le fer, le cuivre, la houille, le pétrole, le coton, les grands couloirs d'échanges, les marchés nouveaux, l'exploitation des peuples, dont la conquête est techniquement facile et qui n'ont point outillage de guerre perfectionné.

Il y a un impérialisme par Etat ; il y a l'impérialisme des grands Etats et l'impérialisme des petits. La Pologne et la Grèce, la Yougo-Slavie et la Roumanie ont leur impérialisme comme la France et l'Angleterre. Toutes les bourgeoisies aspirent à s'emparer, par quelque moyen que ce soit, des domaines qui produisent des matières premières et des domaines où elles peuvent écouler leurs articles fabriqués.

Il faut que le prolétariat ait un certain nom-

bre de données générales présentes à l'esprit, lorsqu'il envisage les grands faits internationaux. La guerre de 1914 n'a pas été la dernière des guerres, et ceux qui émettaient l'affirmation inverse proféraient une absurdité. Le jeu même des forces économiques, en société capitaliste, engendre la guerre en permanence. Les bourgeoisies ont des intérêts communs contre la révolution, mais elles ont des intérêts opposés dans le champ de la concurrence commerciale : il est à peine besoin d'insister là-dessus — alors que tant de péripéties suggestives frappent nos yeux ; les traités se nouent et se dénouent au gré des circonstances changeantes. L'Angleterre s'est rapprochée de la France en 1904, au moment où l'Allemagne faisait mine d'intervenir dans l'Afrique du Nord et où l'industrie germanique atteignait à la plénitude du développement. L'Angleterre a signé un pacte asiatique avec la Russie, en 1907 — après avoir longtemps dressé ses Cipayes face aux Cosaques — quand l'Allemagne s'est implantée en Anatolie, sur la route de l'Inde.

Les paix de Versailles, de Saint-Germain, de Neuilly, de Trianon, et aussi de Sèvres (celle-ci est déjà en pleine revision), n'ont été que des trêves. Elles contiennent en elles des germes de guerre innombrables et virulents ; elles ont soumis un peuple de soixante millions d'âmes à l'exploitation, à la domination accablante d'une série d'Etats ; elles ont désarticulé toute l'Europe danubienne, brisant un organisme ancien, non seulement politique, mais aussi économique, sans lui substituer un organisme nouveau, et ainsi la ruine et la misère se sont répandues sur des domaines jadis florissants. Le blocus de la Russie sovié-

tique — qui a été pratiquement maintenu, et que soutenaient des expéditions hypocrites, comme celle du Japon en Extrême-Orient, après le désastre des aventuriers tsaristes, a séparé du monde un pays vaste à l'égal d'un grand continent, un pays qui fournissait des milliards de céréales et de matières premières en échange de milliards de produits fabriqués, un pays indispensable aux classes possédantes de l'Europe centrale et occidentale, par ce qu'il vendait et par ce qu'il achetait. Le champ d'effondrement a couvert d'immenses espaces, et la crise de détresse a gagné de proche en proche. C'est parce que les puissances dites victorieuses ont tué, par leur politique de tributs, de butins, d'assujettissement, les derniers vestiges de prospérité et d'activité, c'est pour avoir consommé une œuvre plus tragique que celle des invasions barbares il y a des siècles, qu'elles se sont condamnées elles-mêmes à la catastrophe. Le chômage de millions d'hommes en Angleterre et en Amérique, la stagnation industrielle et commerciale de la France, de l'Italie, de tous les neutres correspondent à la besogne de stupide destruction que les gouvernements alliés ont accomplie à la lueur de leurs feux d'artifice, et aux accents de leurs hymnes de triomphe.

Dans le monde présent, les vainqueurs campent au milieu de leurs propres ruines. Ce qu'ils ont saccagé de leurs mains, c'est l'édifice où ils vivaient. Ils ont appris à leurs dépens que le marché étant international, il y avait une solidarité entre les collectivités humaines, de quelque acharnement combatif qu'elles eussent été animées les unes contre les autres. Les dirigeants capitalistes ignoraient les lois du régime capitaliste, et la structure même que ce régime avait donnée à l'univers. Ils furent stupéfaits en constatant que les contributions imposées à l'Allemagne provoquaient l'écroulement de la richesse américaine, et que le cordon sanitaire dressé autour de la Russie était à l'origine même du krach britannique.

Ainsi tous les Etats bourgeois ont été en proie à la fois à la crise économique, à la crise financière, à la crise des changes. Ils ont été à Gênes pour essayer d'y remédier. Arrivés au bord de l'abîme, travaillés par un affaiblissement automatique et croissant de leur organisme, ils ont cru se sauver en siégeant dans une même conférence. Il y a là une pure utopie. C'est l'expansion normale du système capitaliste, par les convoitises de classe qu'il entretient, par les conflits qu'il engendre, par les solutions de spoliation qu'il dicte qui a amené le monde à la faillite. Il est dérisoire de vouloir restaurer le régime capitaliste, qui succombe au poids de ses actes normaux et spontanés. C'est le jeu des institutions éco-

nomiques en vigueur qui a suscité le grand épisode révolutionnaire que la guerre fut en soi, et l'on prétend restituer à ces institutions toute leur souplesse ! De même Louis XVI en convoquant les Etats généraux pensait tout simplement à consolider les privilèges des ordres dirigeants et sa propre autorité de droit divin. Seule la révolution était l'issue logique de la crise totale qui s'était ouverte et de même seule la révolution prolétarienne mondiale peut être demain l'aboutissement de la crise présente, qui, d'ailleurs, est infiniment plus profonde que celle de 1789. Elle a, en premier lieu, cette caractéristique d'être internationale ; en second lieu, le type de la société future a été créé déjà, en ses grandes lignes tout au moins, par la Russie soviétique ; en troisième lieu, tous les éléments de cette société existent en puissance dans l'Etat contemporain avec la concentration industrielle qui, en même temps qu'elle s'accroît, développe la classe ouvrière, celle qui désormais se substituera à la classe actuellement maîtresse.

Les oligarchies gouvernantes représentées à Gênes s'illusionnent d'étrange manière, si elles s'imaginent qu'elles pourront réédifier ce qui est chancelant, restaurer ce qui est caduc, et sauver leur domination en rétablissant l'activité et les exploitations passées. On aura beau nommer des commissions et des sous-commissions, étudier le problème monétaire et celui de la stabilisation des changes, s'évertuer à reconstituer les transports et à équilibrer les budgets. Cette tâche dépasse les forces d'une classe qui a fait son temps, qui a perdu la direction intellectuelle, comme elle perdra demain la force matérielle.

Le relèvement du monde ne peut plus se fonder sur l'égoïsme d'une ploutocratie qui se montre d'ailleurs d'autant plus âpre au gain, plus ambitieuse et plus cruelle, qu'elle sent son avenir plus court et la menace d'expropriation plus proche. Le relèvement du monde est inconcevable, tant qu'il y aura des armées, des marines militaires, des causes de guerre entretenues par des impérialismes surexcités, des dettes publiques, des budgets d'asservissement et d'exploitation ouvrière, tant que les institutions bourgeoises, en un mot, subsisteront.

Ceux qui ont convoqué la Conférence de Gênes, les chefs des Etats capitalistes — et qui ont cru pouvoir fortifier et sauver ces Etats capitalistes, ont commis une formidable erreur de logique. Mais ce n'est là, on le sent bien, qu'un aperçu rapide, et la Conférence de Gênes évoque d'autres problèmes généraux ou partiels sur lesquels il importe que le prolétariat réfléchisse en pleine connaissance des faits.

PAUL LOUIS.

LA CONFÉRENCE DE MOSCOU

Nouveaux Documents relatifs au Front Unique

Faute d'en avoir reçu le texte à temps, nous avons été empêchés de reproduire dans notre dernier numéro :

1° La résolution prise sur le front unique par la Conférence de l'Exécutif élargi ;

2° La déclaration de la minorité, lue par Marcel Cachin au nom des délégations française, italienne et espagnole ;

3° La résolution concernant la participation de l'I. C. à la Conférence de Berlin.

On sera unanime à regretter que des textes aussi importants n'aient pu être portés avant le Conseil national à la connaissance de nos militants.

I

Résolution adoptée après discussion des thèses de l'Exécutif

Après la discussion qui a supprimé les malentendus et qui a montré que la tactique du front unique, telle qu'elle est proposée par l'Exécutif, ne signifie aucunement un affaiblissement de l'opposition au réformisme, mais une continuation et un développement de la tactique suivie par le troisième congrès et par les sections nationales, l'Exécutif élargi confirme les thèses du mois de décembre sur le front unique. Il charge le presidium d'arrêter en collaborant ensemble avec les délégations de toutes les sections les plus importantes, quelles sont les mesures pratiques immédiates qui devront être prises de suite dans les pays respectifs pour l'exécution de la tactique déterminée, laquelle, cela va sans dire, doit être adaptée à la situation de chaque pays.

II

Déclaration de la minorité lue par Marcel Cachin au nom des délégations française, italienne et espagnole

Camarades,

Nous avons rempli le mandat dont nous étions chargés. Nous avons dit nos raisons et défendu jusqu'au vote nos résolutions. Il nous apparaît que les réformistes de tous les pays s'éloignent chaque jour davantage de la classe ouvrière, qu'ils affirment une politique contraire à la défense quotidienne et au salut du prolétariat.

Nous ne doutons pas qu'ils ne se rencontrent en toutes circonstances les adversaires et les saboteurs du véritable front unique des masses laborieuses.

L'Exécutif est d'accord avec nous à ce sujet, bien qu'il n'ait pas admis tout notre point de vue.

Nous nous inclinons devant la majorité qui vient d'accepter la tactique proposée par lui.

Nous vous demandons de considérer avec une grande attention la signification du vote. Trois pays se sont trouvés d'accord pour élever leurs réserves communes. Nous constatons d'ailleurs avec satisfaction que par des déclarations répétées, l'Exécutif élargi s'est engagé à tenir le plus grand compte de cette situation pour la mise en pratique de ses décisions.

Quant à nous, camarades, vous pouvez être assurés que dans cette occasion comme en toute autre, nous demeurerons disciplinés et fidèles aux résolutions de la 3^{ème} Internationale. Les débats qui s'achèvent aujourd'hui ont montré qu'elle reste plus que jamais l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire mondial.

III

Participation de l'I. C. à la Conférence Internationale de toutes les organisations ouvrières

L'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste ayant pris connaissance de la proposition de l'Union Viennoise des Partis Socialistes se prononce pour la participation des partis de l'Internationale Communiste à la Conférence projetée.

L'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste propose, pour sa part, de faire participer à la Conférence également toutes les confédérations et associations syndicales, tant nationales qu'internationales : l'Internationale syndicale rouge, l'Internationale syndicale d'Amsterdam, la C.G.T. unitaire française, l'Union syndicale italienne, la Fédération of Labour d'Amérique et d'autres associations syndicales autonomes. L'Internationale Communiste croit en outre nécessaire d'inviter à la Conférence les principales organisations syndicalistes anarchistes, les I.W.W., les Shop Stewards, les Conseils d'usines, etc. La Conférence internationale doit devenir une représentation effective et universelle de toutes les organisations ouvrières du monde. La Conférence mondiale des organisations ouvrières doit se poser une seule grande tâche : l'organisation de la lutte défensive de la classe ouvrière contre le capital international.

Les capitalistes du monde entier sont passés à une offensive systématique contre la classe ouvrière. Partout les salaires sont réduits, le temps du travail allongé, la misère des chômeurs croît, les impôts et le renchérissement augmentent.

L'imperialisme mondial met à profit les divi-

sions dans le sein de la classe ouvrière et essaie de mettre sur les épaules de la classe ouvrière le poids des conséquences financières et économiques de la boucherie mondiale.

La politique impérialiste, continuée après la guerre, et qui trouve son expression la plus frappante dans le traité de Versailles, divisa le monde en de nouveaux camps rivaux, elle conduit à de nouvelles tentatives d'alliances impérialistes qui, fatalement, doivent engendrer de nouvelles guerres. Washington et Gênes sont des étapes de cette nouvelle expédition de pillage de l'impérialisme mondial, des ateliers où se forment les guerres futures.

Même les chefs de l'Union internationale des ouvriers du transport (affiliés à Amsterdam) et récemment aussi ceux de la Fédération internationale du métal (également affiliés à Amsterdam) dénoncent devant le prolétariat l'imminence de ce danger.

En face d'une telle situation, il est nécessaire que tous les ouvriers resserrant sans tarder leurs rangs pour la défense de leurs intérêts les plus élémentaires et primordiaux. Celui qui, dans ces conditions, repousse la formation de l'unité du front de tous les ouvriers, prouve par là même qu'il est partisan de l'unité de front des ouvriers avec la bourgeoisie.

L'Internationale Communiste propose de ne traiter à la Conférence internationale prochaine que les questions qui se rapportent à l'action pratique immédiate des masses ouvrières. L'ordre du jour de la Conférence internationale ne peut avoir qu'un seul objectif, celui d'assurer l'unité dans l'action des masses ouvrières telle qu'elle peut être immédiatement réalisée malgré les divergences essentielles d'ordre politique existantes.

Les ouvriers qui se rendent entièrement compte des motifs profonds de ces divergences exigent néanmoins avec la grande majorité de la classe ouvrière l'unité dans l'action pour la défense des intérêts urgents et vitaux du prolétariat. Cette volonté impérieuse qui jaillit des profondeurs des masses ouvrières se trouve en concordance complète avec l'attitude de l'Internationale Communiste.

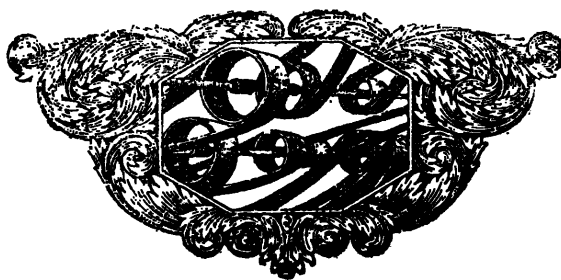
L'Internationale Communiste maintient entièrement sa conception fondamentale des tâches de la classe ouvrière dans la période révolutionnaire actuelle. Elle proclame que seuls, la dictature du prolétariat et le système soviétique peuvent faire sortir le monde de l'anarchie capitaliste. Mais elle sait également que le chemin conduisant à la bataille finale passe par la lutte des masses ouvrières unies contre les attaques de la classe capitaliste ; et c'est pourquoi elle est prête à participer à une conférence internationale qui se mettrait au service des actions unies du prolétariat.

L'Internationale Communiste accepte l'ordre du jour de la Conférence proposé par l'Internationale de Vienne : lutte défensive contre l'offensive capitaliste et lutte contre la réaction, et propose de le compléter par les points suivants : 1^o préparation de la lutte contre les nouvelles guerres impérialistes (voir les résolutions des associations syndicales affiliées à Amsterdam) ; 2^o l'action de

secours pour la reconstitution de la vie économique dans la République des Soviets de Russie (voir le manifeste de l'Internationale d'Amsterdam, notamment celui relatif au secours aux affamés) ; 3^o la reconstruction des régions dévastées et les traités impérialistes de Versailles.

L'Exécutif élargi est d'avis que, en présence de toute la situation mondiale, il est nécessaire que la Conférence internationale des organisations ouvrières se réunisse en même temps que la Conférence économique des gouvernements à Gênes, comme cela a déjà été suggéré, sur la proposition de Stauning, par le parti socialiste du Danemark appartenant à la 2^{me} Internationale.

La marche des événements assure la victoire des idées communistes dans le sein du prolétariat du monde entier. Plus rapide sera le groupement des grandes masses de la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts les plus élémentaires, plus proche sera la victoire du communisme.



A NOS AMIS

Etant donné l'abondance des documents concernant le mouvement communiste international, nous avons décidé de supprimer provisoirement les illustrations dans le Bulletin Communiste. Notre organe paraîtra dorénavant, selon les événements, sur 20, 24 et 32 pages. Le prix du numéro demeure fixé à 50 centimes.

Le nouveau Presidium de l'Internationale

Le Bureau du Comité Exécutif de l'Internationale communiste se compose de sept membres, indépendamment du président, nommé, selon les statuts par le Congrès mondial (le président est le camarade Zinoviev).

Dans sa séance du soir, le 2 mars, la conférence de l'Exécutif élargi a élu membres du Bureau (*Présidium*) les camarades :

Radek et *Boukharine*, pour la Russie ;
Brandler, pour l'Allemagne ;
Souvarine et *Louis Sellier* (1 voix ensemble), pour la France ;
Terracini (ou un suppléant), pour l'Italie ;
Kreibich, pour la Tchéco-Slovaquie ;
Carr, pour les Etats-Unis.

On sait que Louis Sellier qui n'a accepté la délégation que pour quelques semaines, a été remplacé par *Lucie Leictague*, qui est actuellement en route pour Moscou.

LA CONFÉRENCE DE BERLIN

Déclaration de Clara Zetkin au nom de l'Exécutif

Dès l'ouverture de la Conférence, Clara Zetkin, au nom de la déclaration de l'I. C., fait la déclaration suivante :

La délégation du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste croit de son devoir, dès l'ouverture des débats avec les représentants des Comités Exécutifs de la 2^{me} Internationale et de l'Union des Partis Socialistes, de faire les déclarations suivantes :

Pour la première fois depuis juillet 1914, date de la dernière séance du Bureau Socialiste International à Bruxelles — immédiatement suivie par la guerre mondiale — et depuis la faillite de la 2^{me} Internationale, les représentants de tous les partis du mouvement ouvrier international se trouvent de nouveau réunis en conférence. Nous ne pouvons laisser passer cet événement sans rappeler au prolétariat universel que la division actuelle de la classe ouvrière a été provoquée par le fait que certains éléments du prolétariat se sont trouvés avoir une communauté d'intérêts temporaires avec les Etats impérialistes : de là l'attitude contre-révolutionnaire de beaucoup de partis et organisations ouvrières. Tant que la classe ouvrière ne se sera pas unie dans une lutte commune pour défendre ses intérêts contre le capital international, tant qu'elle n'aura pas renoncé à toute coalition avec les représentants du capitalisme, tant qu'elle ne se préparera pas à la lutte pour le pouvoir, subsistera la division actuelle où le capitalisme puise la majeure partie de sa force. Aucune plainte, aucune malédiction ne peuvent nous faire oublier cette vérité. Mais comme la classe ouvrière ne s'est pas encore concertée pour cette lutte en commun, comme elle n'est pas encore parvenue à comprendre que le capitalisme ne peut être vaincu que si la grosse majorité du prolétariat conquiert le pouvoir par la révolution et érige sa dictature, nous déclarons qu'une unité organique des groupements internationaux actuels du prolétariat, orientés différemment dans leurs principes, serait tout à fait utopique et nuisible. Cela admis, il faut cependant reconnaître que toute la situation mondiale exige impérieusement que la classe ouvrière, malgré toutes les profondes contradictions qui la séparent, s'unisse pour le combat définitif contre l'offensive du capital mondial.

A la fin de la guerre, au moment où les travailleurs armés et révoltés regagnaient leurs foyers, reconnaissant que la démocratie et la prospérité des peuples, principes pour lesquels ils avaient versé leur sang, n'étaient qu'un mensonge du capitalisme masquant ses appétits rapaces, il aurait été possible de renverser le capitalisme. Mais l'indécision de la majorité de la classe ouvrière, les illusions démocratiques, dont elle était imbue et qui étaient entretenues systématiquement par les partis réformistes, enfin la coalition déclarée ou secrète de ces derniers avec la bour-

geoisie, l'ont empêchée de suivre l'exemple glorieux de la révolution d'octobre. Tout au contraire, elle a soutenu le capitalisme mondial au lieu de repousser sa première attaque. Les masses ouvrières du monde entier subissent maintenant les conséquences de cette politique. La bourgeoisie mondiale, incapable de rétablir l'ordre dans le monde, même sur la base du système capitaliste, incapable d'assurer au prolétariat les conditions d'existence d'avant-guerre, garde pourtant suffisamment de forces pour essayer de faire supporter les frais de guerre au prolétariat. La bourgeoisie mondiale n'a pas encore perdu l'espoir de tirer une grosse partie des frais de guerre d'une exploitation aggravée du prolétariat allemand, d'une pénétration pacifique de la Russie des soviets — qu'elle n'a pu vaincre par les armes — de l'exploitation des Etats nouvellement fondés, instruments de la politique militariste et impérialiste des grandes puissances, et enfin de l'asservissement redoublé des peuples coloniaux et semi-coloniaux (Chine, Perse, Turquie). Cependant, même les éléments de la bourgeoisie internationale qui n'ont pas encore reconnu l'impossibilité d'arracher des centaines de milliards aux masses appauvries des Etats vaincus, de la Russie des soviets et des colonies, comprennent que cette saignée, même si elle se faisait, ne suffirait pas encore à procurer les ressources nécessaires à la reconstruction capitaliste. Tels sont les motifs qui poussent la bourgeoisie internationale à l'offensive contre la classe ouvrière. Voilà pourquoi elle cherche à allonger dans tous les pays la journée de travail malgré le chômage, voilà pourquoi elle veut réduire les salaires. Elle veut faire supporter à la classe ouvrière tous les frais de guerre et la faire travailler à la reconstitution du système capitaliste mondial.

Cette situation met le prolétariat en présence de décisions très graves. Il doit s'unir maintenant pour sa défense contre toutes les attaques du capital international, il doit s'opposer solidairement aux tentatives faites pour appauvrir économiquement les Etats vaincus, la Russie des soviets et les colonies, il doit résister à cette vague de lock-out et exiger l'abolition du traité de Versailles, la reconnaissance de la Russie des soviets et sa reconstitution économique, le contrôle de la production dans tous les pays, sinon il paiera de sa santé et de sa vie les frais de la « paix », comme il a payé ceux de la guerre. L'Internationale Communiste invite les masses ouvrières, quelles que soient leurs opinions sur les voies et moyens conduisant à la victoire définitive, à assurer cette victoire par une union étroite contre l'offensive pressante du capitalisme et par l'énergie de leur lutte. L'Internationale Communiste a lancé le mot d'ordre du front unique du prolétariat contre la bourgeoisie et a accueilli avec satisfaction l'initiative de l'Union de Vienne convoquant une Conférence

ouvrière internationale. Elle voit dans cette conférence un instrument de la coordination des luttes ouvrières futures. Pour que cette Conférence soit couronnée de succès, l'Internationale Communiste demande qu'y soient invités toutes les organisations syndicales de la classe ouvrière. Les syndicats comprennent la majorité du prolétariat. Ils l'encadrent sans tenir compte des différences politiques. Ils l'intéressent en lui faisant voir ses besoins quotidiens. Pour que la Conférence ouvrière internationale ne soit pas une simple démonstration, mais unifie l'action internationale du prolétariat, les syndicats doivent y participer. La division des organisations ouvrières dans différents pays, loin d'être un argument contre l'admission des syndicats l'exige au contraire. Les syndicats se groupant autour de deux centres, un accord sur les actions à mener est indispensable. Nous proposons que soient invités : l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, l'Internationale Syndicale Rouge, ainsi que les organisations syndicales non comprises dans ces Internationales, la Fédération américaine du Travail et quelques syndicats indépendants.

En ce qui concerne les partis prolétariens, nous proposons d'inviter, outre les représentants des partis adhérant aux trois internationales, les partis et groupes qui restent en dehors. Nous pensons, en premier lieu, aux organisations anarchistes et syndicales. Elles ne sont pas grandes par le nombre, mais elles renferment des éléments ouvriers honnêtes et révolutionnaires qu'il faut encadrer dans le front commun du prolétariat. Bien des divergences nous séparent de ces groupes. Nous croyons de notre devoir d'essayer de nous mettre d'accord avec eux sur des questions d'action, au moment où la situation exige cet accord avec les partis réformistes dont la politique nuisible aux intérêts de la classe ouvrière est la source des erreurs et des déviations de ces éléments de gauche. Nous estimons urgent la convocation d'une conférence ouvrière internationale. La Conférence de Gènes constitue un effort du capital mondial pour ouvrir la période de la réorganisation du monde, après que sa politique de Versailles a été ébranlée par les faits. Pendant la conférence de Versailles, la classe ouvrière est restée indécise et incapable d'agir. Seule, la Russie des soviets a combattu les armes à la main les appétits du capital allié, voulant asservir le monde entier. Aujourd'hui, après trois années de chaos et de décomposition progressive du capitalisme, la Russie des soviets est victorieuse. Mais elle attire sur elle les formidables attaques « pacifiques » du capital mondial. Il s'agit d'appuyer efficacement le premier Etat créé et formé par la première vague de la révolution mondiale contre tous ceux qui veulent le contraindre à la capitulation sociale. Le prolétariat allemand est devenu, malgré lui, grâce à la soumission complète de la bourgeoisie allemande devant l'Entente, la cause d'une réduction des salaires du prolétariat mondial. Combattre la politique des réparations c'est combattre pour le niveau d'existence des masses dans les pays de l'Entente et en Amérique. Tant que le prolétariat international ne se dressera pas de toutes ses forces contre le traité de Versailles, contre la tentative d'étrangler économiquement la Russie des soviets, contre le pillage des colonies, contre l'exploitation des populations des nouveaux petits Etats, il ne faut pas songer à surmonter le chômage et la crise économique mondiale. Pour ces motifs, la classe ouvrière internationale doit faire entendre sa voix au cours de la Conférence de Gènes dont l'action devrait contribuer à la reconstitution de

l'économie mondiale et obliger cette conférence à s'occuper de la question ouvrière, du chômage, de la journée de huit heures. Les pourparlers de Gènes ne doivent pas ressembler à ceux de Versailles où les représentants de différentes organisations ouvrières, derrière lesquelles il n'y avait pas de masses en action, demandaient humblement à l'Entente de bien vouloir tenir compte des intérêts du prolétariat ; c'est avec l'appui des masses agissantes que les représentants internationaux de la classe ouvrière à Gènes vont demander compte aux délégués assemblés du capitalisme mondial, des promesses à l'exécution desquelles ils se sont si honteusement dérobés.

La délégation de l'Internationale Communiste est prête, sans rien dissimuler à aucun moment de ce qui la sépare des partis réformistes et mi-réformistes, à travailler de tout son pouvoir pour l'action commune du prolétariat international. Elle peut le faire d'autant plus facilement qu'elle a la conviction profonde que chaque jour, que chaque expérience montrent aux prolétaires de tous les pays qu'aucun compromis avec le capital ne peut leur assurer la paix et des conditions d'existence dignes de l'humanité, mais que ce but ne peut être atteint que par la victoire du prolétariat auquel il appartient de prendre dans ses fortes mains la tâche de reconstituer le monde conformément aux intérêts de la plus grande majorité des hommes.

La délégation internationale communiste propose, pour ces raisons, de ne discuter à la prochaine conférence internationale que les questions concernant l'action commune, pratique, immédiate des masses ouvrières, c'est-à-dire des actions qui loin de les diviser les unissent. Pour ces motifs, la délégation de l'Internationale Communiste propose de fixer comme suit l'ordre du jour de la Conférence internationale :

- 1° Défense contre l'offensive capitaliste ;
- 2° Lutte contre la réaction ;
- 3° Préparation de la lutte contre de nouvelles guerres impérialistes ;
- 4° Appui à l'œuvre de reconstruction de la République des soviets ;
- 5° Le traité de Versailles et la reconstruction des régions dévastées.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro 1 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à .

René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

Réponse de Radek à Vandervelde

Dans notre déclaration nous n'avons pas posé de conditions à la convocation de la Conférence internationale. Nous nous sommes placés sur les bases de l'invitation de l'Internationale de Vienne : il s'agissait d'une conférence d'action, bases que l'Internationale de Vienne paraît vouloir abandonner à présent.

Nous avons renoncé aux récriminations sur le passé, non parce qu'il nous plaît de taire ce qui doit être dit, mais parce que nous envisageons la détresse actuelle et la situation générale du prolétariat mondial et parce que nous nous disons qu'il serait insensé de vouloir commencer par des récriminations.

Le représentant de la 2^e Internationale, Vandervelde, a cru bon, de son côté, de dresser un certain bilan. Il l'a fait avec la voix et le geste que nous avons vus à Bâle — lorsque, leader de l'Internationale, il faisait le serment de nous conduire dans la lutte contre la guerre. Le ton passionné de Vandervelde nous a reportés pour un instant au temps où nous croyions à la chaleur de sa voix et nous avons oublié, une seconde, que cette voix avait été couverte par le tonnerre des canons. Si Vandervelde le désire, nous dresserons le bilan des huit dernières années, bilan qui fera peut-être sauter cette Conférence, mais qui ne retiendra pas agréablement aux oreilles de l'ancien ministre royal de Belgique. Vandervelde a oublié la mer de sang, et les montagnes de cadavres qu'il a derrière lui, il a oublié toute la misère du monde. Ce bilan n'existe pas pour lui.

Il vient nous demander un peu de confiance, un minimum de confiance, faute de quoi, paraît-il, on ne peut discuter. Nous disons au citoyen Vandervelde : De la confiance ? pas pour un sou ! Nous avons payé cher notre confiance de jadis. Elle est cause que nous nous trouvons aujourd'hui ici en ennemis, obligés de chercher une entente. Si vous venez à nous avec de douces phrases de confiance, nous vous répondrons : Non, non ! De la confiance ? Et pourquoi faire ? Pour la guerre ? Pour le traité de Versailles que vous avez signé en qualité de ministre belge ? De la confiance pour quoi et pour qui ? Vous parlez au nom d'une organisation qui ne se compose pas seulement des socialistes de la petite Belgique. De la confiance pour l'occupation anglaise que le Labour Party n'a combattue qu'en paroles, de la confiance pour tous les crimes dont les représentants de la II^e Internationale n'ont pas parlé ici ! Le socialiste révolutionnaire russe Tchaikine a publié des documents montrant comment la police politique anglaise a fait assassiner 26 leaders du prolétariat du Caucase. Les noms des assassins sont publiés. Le citoyen Tom Shaw a-t-il demandé à la Chambre anglaise ce que les criminels sont devenus ? Ils se nomment, le général Malleson et le général Thomson ? Et vous venez encore nous demander de la confiance ! La II^e Internationale nous en demande, la II^e Internationale à laquelle appartient aussi la social-démocratie allemande. Nous demandons : Quelle cour des trois Internationales a jugé les assassins de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht ? Ces assassins ont été jugés par le conseil de guerre de la division de la garde de Berlin, et si vous avez le courage de désapprouver les tribunaux révolutionnaires russes, nous vous crions : N'y touchez pas, n'y portez pas les mains avant d'avoir lavé le sang de

Rosa Luxembourg, de Liebknecht et de Leviné, — de Leviné qui ne fut pas assassiné dans la rue par des bandits mais est mort, juridiquement assassiné par une sentence de vos tribunaux, lorsque vous étiez au gouvernement, grâce à la confiance du prolétariat dont vous avez abusé.

S'il en est ainsi, demanderez-vous, que voulez-vous de cette Conférence ? Est-ce la peine de s'y livrer à des manœuvres tactiques ? Je vais donc vous dire clairement et froidement ce que nous voulons.

Vous êtes venus à cette conférence parce que vous y étiez forcés. Vous avez été l'instrument de la réaction mondiale, et vous devez devenir, bon gré mal gré, un instrument de la lutte du prolétariat.

Nous délibérons en commun avec vous, nous voulons agir avec vous et l'action décidera s'il s'agit d'une manœuvre comme vous dites de l'Internationale Communiste, ou des aspirations ouvrières. Ce que vous ferez déterminera la signification de notre action. Si vous agissez en commun avec nous avec le prolétariat de tous les pays — non pour la dictature, nous ne vous en croyons pas capables — mais pour un morceau de pain, contre la désorganisation croissante du monde, le prolétariat serrera les rangs autour de nous et nous ne vous jugerons plus d'après votre terrible passé mais selon les faits nouveaux. Tant que ceux-ci n'existent pas, nous venons on ne peut plus froidement à ces négociations et à l'action commune ; nous y venons avec la plus grande méfiance, avec la conviction que nous vous verrons, dans l'action prochaine, défaillir dix fois.

Nous voulons essayer d'agir en commun, non par sympathie pour vous mais en raison de la grande misère du prolétariat qui vous oblige à traiter dans cette salle avec les communistes que vous avez qualifiés de criminels.

Parlons maintenant des autres conditions du citoyen Vandervelde. Ce que vous venez d'essayer ici, c'a été de la part de la II^e Internationale une attaque brusquée afin de nous intimider. L'Internationale de Vienne vous a un peu soutenus, malgré elle et à le cœur gros. Je parle des conditions que nous posent ces MM. de la II^e Internationale et je pense que vous ne serez pas fiers de notre réponse.

Des conditions ! Le citoyen Vandervelde, parlant de la paix de Versailles, a dit en passant qu'il craignait que la discussion de cette question n'aidât M. Stinnes. Les travailleurs allemands ne peuvent s'acheter des chemises et le citoyen Vandervelde ne se soucie pas que le capital international engraisse par la misère du peuple allemand ; il appréhende que ne s'enrichisse M. Stinnes, qui pactise, comme vous l'insinuez, avec la Russie des Soviets et qui subventionnerait peut-être l'Internationale Communiste ! M. Vandervelde n'a pas dit clairement s'il entend parler de la reconstitution du monde sans toucher au traité de Versailles, à la manière de M. Poincaré. Que peut autrement signifier son allusion à Stinnes ? Je ne suis pas bon diplomate pour le comprendre et je demande : la II^e Internationale accepte-t-elle que le traité de Versailles soit mis à l'ordre du jour de la conférence ? Il sera intéressant de voir la social-démocratie allemande adhérente à la II^e Internationale s'opposer à ce que la conférence internationale s'occupe de la question de Ver-

sailles, s'y opposer probablement en dirigeant tous ses espoirs vers M. Lloyd George !

Avec le grand amour qu'il témoigne toujours pour les petits peuples opprimés, même si ce sont ceux du Congo, M. Vandervelde nous demande : Comment voulez-vous assister à la conférence socialiste si les revenants de la Géorgie et de l'Ukraine assassinée y paraissent ? Ma réponse au citoyen Vandervelde sera nette. L'Ukraine n'est pas assassinée, elle vit, elle est forte, elle lutte et nous n'y connaissons que les fantômes du gouvernement de Petlioura qui, puisant une vie factice dans les injections d'or que leur fait l'Etat-Major polonais, sollicitent à la fois Paris et l'Internationale, et causent des nuits blanches au citoyen Vandervelde. Qu'il se rassure. L'Ukraine vit, elle est saine bien qu'elle ait faim et elle agira avec nous pour la restauration des peuples russe et ukrainien, non en qualité d'Etat limitrophe, mais en qualité de membre de la fédération soviétique. Rappelons-le, les ouvriers et paysans et ukrainiens ont chassé le gouvernement de Petlioura malgré l'appui que le gouvernement allemand accordait à celui-ci.

Parlons de Géorgie. Je ne sais ce qui inquiète tant le citoyen Vandervelde ; que Tchaidzé, Tserebelli et Jordania y soient remplacés par Midivani, ou que la porte de Bakou ne soit plus ouverte aux Anglais ?

Je dis aux délégués de la 2^e Internationale, et surtout aux délégués anglais : « Ne touchez pas à la Géorgie ! Vous n'avez pas protesté lorsque le gouvernement géorgien a massacré les paysans et les ouvriers de son pays sous la protection des canons anglais ! »

Une voix. — Et la Tchèque !

Nos tchékistes ne sont pas des littérateurs de talent, mais les mencheviks géorgiens ont été assez imprudents pour produire un livre sur ces sujets : celui de M. Djougouelli, chef de leurs gardes nationales. La démocratie géorgienne est dans ce livre si bien dépeinte, que nous aurons soin de mettre ce document à la disposition de la Conférence pour que vous sachiez que l'Etat géorgien, lui aussi, a été construit par le fer, dans le sang. Si vous nous demandez pourquoi nous avons aidé à renverser le gouvernement géorgien — car nous en convenons — les documents que le gouvernement géorgien a eu l'imprudence de faire publier serviront à vous répondre. Un ministre des Affaires étrangères de la Géorgie disait au général Alexeïef : « Nous avons aidé les blancs ; nous n'avons pas seulement traqué les bolcheviks chez nous, nous avons nourri vos officiers... » Si la Conférence veut constituer une commission pour examiner l'authenticité de ces documents, nous ne manquerons pas de les lui soumettre.

Le passage le plus pathétique du discours de Vandervelde vint à la fin : « Comment viendrez-vous sans les socialistes-révolutionnaires, sans ces bons internationalistes qui n'appartiennent à aucune des Internationales représentées à cette conférence, mais qui se trouvent sous le protectorat de la deuxième ? Nous avons l'honneur de voir ici M. Tchernov, ancien président de la Constituante russe, et je pense que si l'envie vous l'ent de discuter avec nous la question des socialistes-révolutionnaires, ils sont assez représentés : car il n'est pas nécessaire que viennent à cette conférence justement ceux qui cherchent à assassiner les leaders de la Révolution russe, le revolver à la main ».

Permettez-moi de quitter le terrain de la polémique et de poser la question telle qu'elle est : D'accord avec l'Internationale de Vienne, nous

avons proposé de convoquer une conférence en vue de préparer une action commune. Nous avons pensé que les débats sur nos différends et sur nos différentes méthodes ne seraient pas favorables à l'action. Si les antagonismes peuvent s'atténuer, ce ne peut être que dans la lutte commune qui contribuerait à rapprocher les divers partis du prolétariat. Si vous voulez saboter la Conférence de l'action et avoir une Conférence de discussion, vous donnez au prolétariat des pierres au lieu de pain.

Mais nous n'avons pas l'habitude de nous dérober à la discussion. Nous ferions table rase du reste, nous vous présenterions le bilan des huit dernières années et nous en exigerions la discussion. Nous rappellerions aux social-démocrates allemands qui défendent les socialistes-révolutionnaires qu'il y a depuis trois ans, dans les prisons bavaroises, des combattants de la République des Soviets et que les bagnes allemands regorgent de travailleurs depuis mars 1921. Nous leur demanderions ce qu'ils ont fait des prétendus justiciers de Dato, que le gouvernement allemand, où siègent les social-démocrates, a livrés aux bourreaux espagnols pour un demi-million de pesetas payé à la police de Berlin, à la tête de laquelle se trouve un social-démocrate. Nous leur demanderions quels sont, en Allemagne, les assassins de quinze mille prolétaires. Que répondraient-ils ? Tout le monde sait que Noske est responsable de ces massacres.

Pour résumer, nous proposons une conférence d'action qui se poserait les questions suivantes : Qu'allons-nous faire au moment où le capital se rallie, non pour reconstruire le monde, mais pour le piller, afin de permettre aux exploités de restaurer leur pouvoir ? Que ferons-nous contre le chômage, contre les lock-outs réactionnaires ? Voilà notre programme. Si vous voulez discuter là-dessus, nous sommes prêts. Cependant, pour calmer la sentimentalité du citoyen Vandervelde, qui a si bien réprimé l'activisme en Belgique, et pour calmer l'âme délicate du citoyen Wells en ce qui concerne le sort des socialistes-révolutionnaires inculpés à Moscou, nous leur disons : « Montrez-vous meilleurs que nous ; proposez-nous l'échange des terroristes contre-révolutionnaires russes que vous avez sanctifiés, contre les militants de la République des Soviets de Bavière et contre les militants de l'action de mars ! »

Si vous faites échouer la Conférence, vous en porterez la responsabilité. Si vous voulez une conférence qui délibère sur l'action, nous sommes prêts ; si vous voulez une conférence qui discute aussi les méthodes de la lutte prolétarienne, nous sommes également prêts. Nous sommes prêts à vous rencontrer de toute façon, mais nous ne tolérerons pas que des conditions nous soient posées par des hommes auxquels nous n'en avons pas posées, bien que la majorité du prolétariat nourrisse la plus grande méfiance à leur égard. Si vous nous posez des conditions préalables, nous les repousserons. Si nous nous rapprochions les uns des autres dans l'action commune, certaines conséquences, qu'il n'est pas besoin de promettre, en résulteraient. Mais comme elles ne peuvent surgir que de l'action commune, nous nous prononçons pour l'action commune.

Je le répète : Nous avons accepté l'initiative de l'Internationale de Vienne et nous vous demandons : « Maintenez-vous la proposition qui nous a été adressée dans l'anneau de janvier, ou la retirez-vous en nous posant de nouvelles conditions ? » Si c'est ainsi, une situation nouvelle sera créée et nous l'examinerons. Car nous sommes venus ici discuter sur les bases de votre appel.

Le Texte de la Résolution votée

La Conférence des trois Exécutifs de Londres, de Moscou et de Vienne est unanime à constater que, si désirable que soit l'unification de l'organisation de classe de prolétariat, il ne saurait être question, dans le moment actuel, que de délibérations en commun, en vue d'actions communes, pour des buts concrets, de toutes les tendances représentées à la conférence.

Elle propose en conséquence que les Exécutifs donnent leur assentiment à la constitution d'un Comité organisateur de neuf membres, ayant pour mandat d'organiser la préparation de nouvelles conférences des trois Exécutifs ainsi que des conférences élargies où seront invités des partis n'appartenant à aucune des trois organisations internationales. Chaque Exécutif reste libre de désigner à sa volonté les personnes chargées de le représenter pour les trois mandats à lui attribués. Dans ce Comité organisateur, aucune décision ne peut être prise à la majorité ; il a mission d'exprimer les points de vue communs des trois Exécutifs dans la mesure où ils se présentent au moment donné.

Pour l'Unité syndicale

La conférence estime utile que le Comité d'organisation à créer entreprenne la tentative d'amener des pourparlers sans engagement entre les représentants de la Fédération internationale des Syndicats (d'Amsterdam) et ceux de l'Internationale syndicale rouge, afin d'examiner par quels moyens peuvent être assurés le rétablissement et le maintien de l'unité de front syndicale tant nationalement qu'internationalement.

Les socialistes révolutionnaires et la Géorgie

Elle prend acte de la déclaration faite par les représentants de l'Internationale communiste que les 47 social-révolutionnaires pourront, dans le procès qui leur est fait, avoir tous les défenseurs qu'ils désireront ; que, dans ce procès, comme la presse soviétique l'a constaté dans la conférence, la menace de condamnations à mort est exclue et que, les débats en étant publics, il s'ensuit que des représentants des trois Exécutifs pourront y assister comme auditeurs et qu'ils seront à même de communiquer, pour information à leurs partis adhérents, des comptes rendus sténographiques.

La conférence constate que chacun des trois Exécutifs se déclare prêt à recevoir et à soumettre à un examen les documents envisagés par les diverses tendances sur la question de la Géorgie. Elle charge le Comité organisateur de réunir les conclusions finales de cet examen

et d'en faire rapport à une conférence ultérieure des trois Exécutifs.

La Conférence Générale

La conférence constate que les représentants de la II^e Internationale ont fait la déclaration qu'ils ne considèrent pas comme possible l'organisation d'une conférence générale dans le courant du mois d'avril, par conséquent pendant la tenue de la conférence de Gènes.

La conférence est d'ailleurs unanime en principe sur la nécessité de la convocation la plus rapide possible d'une conférence générale. Les Exécutifs ont mission d'informer leurs partis adhérents des progrès qu'a faits l'idée de la conférence générale dans les délibérations de Berlin et donneront pleins pouvoirs à leurs représentants au Comité organisateur pour mener à un résultat définitif les délibérations sur la convocation d'une conférence générale.

Pour une action internationale des masses

L'organisation de la conférence générale au cours de ces mois étant impossible à cause des faits indiqués plus haut, la présente conférence déclare que c'est un devoir indispensable en face de l'offensive du capitalisme impérialiste international, de manifester immédiatement dans une action internationale de masses, la volonté unie du prolétariat international conscient. La conférence invite, en conséquence, les travailleurs de tous les pays à organiser pendant la conférence de Gènes, le 20 avril, et, dans le cas d'impossibilités matérielles, le 1^{er} mai, de puissantes démonstrations de masses avec le maximum d'unité possible lesquelles manifesteront :

POUR LA JOURNÉE DE HUIT HEURES ;

POUR COMBATTRE LE CHOMAGE INFINIMENT ACQUIS PAR LA POLITIQUE DES REPARATIONS DES PUISSANCES CAPITALISTES ;

POUR L'UNITÉ D'ACTION DU PROLETARIAT CONTRE L'OFFENSIVE CAPITALISTE ;

POUR LA REVOLUTION RUSSE, POUR LA RUSSIE AFFAMÉE, POUR LA REPRISE DES RELATIONS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES DE TOUS LES ÉTATS AVEC LA RUSSIE DES SOVIETS.

POUR LA RECONSTITUTION DU FRONT UNIQUE DU PROLETARIAT DANS CHAQUE PAYS ET DANS L'INTERNATIONALE.

CLARA ZETKIN, KARL RADEK, L.-O. FROSSARD,

OTTO WELLS, E. VANDERVELDE, J. RAMSAY, MACDONALD,

FREDERIC ADLER, BRACKE, CRISPIEN.

Les Réserves de la 3^e Internationale

La délégation de l'exécutif de l'Internationale communiste ne s'est décidée à approuver la déclaration commune qui a été proposée par l'Association internationale de Vienne qu'après de grandes hésitations.

Ces hésitations ont été causées en première ligne par l'attitude de la Deuxième Internationale, qui s'est refusée, sous forme d'ultimatum, à prendre comme mot d'ordre pour les manifestations ouvrières la suppression du traité de Versailles, c'est-à-dire par le fait qu'une grande organisation ouvrière internationale se montre beaucoup plus réactionnaire que les libéraux clairvoyants de l'Europe occidentale.

Cela ne permet pas de croire que la Deuxième Internationale est sérieusement décidée à lutter contre le danger d'un nouveau traité de Versailles à Gênes, ou qu'elle est disposée à lutter par tous les moyens contre l'offensive du capital.

La délégation de l'exécutif de l'Internationale communiste s'est néanmoins décidée à voter pour la résolution commune, quoique la résistance de la Deuxième Internationale ait fait échouer l'essai de convoquer auprès de la conférence de Gênes une conférence ouvrière.

La délégation de l'exécutif de l'Internationale communiste a, malgré toutes ses grandes hésitations, approuvé la résolution parce qu'elle ne veut pas être une entrave au progrès dans le sens du front unique, mais le favoriser.

C'est pour cette raison qu'elle a renoncé à demander à cette conférence préparatoire qu'on examine l'assassinat de Rosa Luxembourg, de Liebknecht, de Joguiches, de Levine, et tous les phénomènes qui ont accompagné la guerre civile en Allemagne.

Elle a renoncé pour la même raison à mettre en lumière à cette conférence le rôle des partis social-démocrates lors de la persécution des communistes en Lettonie, Pologne, Yougoslavie et Hongrie. Mais elle se réserve de demander à la Commission des neuf, la nomination d'une commission d'enquête sur ces cas et sur des cas semblables. Pour la même raison elle a renoncé à demander lors de cette conférence préparatoire à la social-démocratie allemande la libération des prolétaires emprisonnés en Allemagne.

Pour la même raison elle a aussi renoncé à demander à cette conférence préparatoire qu'on examine l'attitude du Labour Party vis-à-vis de l'Irlande et des colonies anglaises. Elle se réserve de poser toutes ces questions lors des travaux ultérieurs, car elle est convaincue que sans rupture de la politique de coalition avec la bourgeoisie que constituent en Occident tous les faits inouïs que nous venons de rappeler, un front unique réel du prolétariat reste impossible.

La délégation de l'exécutif de l'Internationale communiste s'est décidée à voter la déclaration commune et les faibles commencements d'un front unique qu'elle contient, dans la ferme conviction que la pression des événements obligera les masses prolétaires à entreprendre la lutte et qu'elle leur apprendra à forcer les chefs réformistes à changer leur politique s'ils ne veulent pas être éliminés par le prolétariat.

Impressions de Séance

Les social-démocrates, dans la république de Stinnes de Noske, sont encore chez eux. Ainsi s'explique la réunion de la Conférence des trois Internationales dans une des salles du Reichstag.

Pendant que, dans les chancelleries de l'Entente, s'achèvent les derniers préparatifs de Gênes — où il s'agit d'étrangler à la fois la Russie rouge victorieuse et l'Allemagne ouvrière vaincue — voici réunis autour de ces trois tables en forme de T les représentants de trois Internationales socialistes, en qui s'incarnent la conscience et la volonté de centaines de millions d'opprimés.

Le socialisme ! Marx, son labeur, sa doctrine forte et sûre ; la 1^{re} Internationale et cette vague d'enthousiasme qui passa sur le monde ; la Commune assassinée, puis le renouveau des idées, les grands congrès ; 1914, l'effondrement de tout ; 1917 — et la Révolution... Maintenant il y a trois Internationales. Et les voici.

Au fond de la salle un Vandervelde empâté, chauve, la main en cornet sur l'oreille, une petite face ramassée, barbu, à binocles. — Vandervelde, pétri de gravité ministérielle, qui parlait tout à l'heure de démocratie et du droit des petites nations. — Savez-vous, monsieur le Ministre, ce que l'on appelle le caoutchouc rouge ? Vous avez fait jadis, au Congo, un voyage charmant. Vous avez été l'apôtre, bien nourri et comblé d'honneurs, de la colonisation démocratique. Et dix-sept millions de nègres triment, suent et sanglent encore dans votre immense chloûme équatoriale, monsieur le Ministre. Vous avez ainsi fait la guerre. Avez-vous quelquefois pensé au nombre de soldats fusillés (par erreur) qu'on réhabilite ? C'est peu de choses, il est vrai, parmi

les hécatombes que vous avez présidées, l'échine respectueusement courbée devant votre roi. Vous avez enfin fait la victoire après la guerre et signé le traité de Versailles. Que pensez-vous, monsieur le Ministre, de la misère, de la faim, du désespoir des travailleurs d'Allemagne ? Que pensez-vous de la mort de Vienne ?

Mais on voit à la sérénité de son regard myope que M. Vandervelde pense à des choses moins amères. Il pense, ce socialiste, à juger les fauteurs de la Révolution russe. C'est pourquoi il est ici.

Son Internationale est celle des ministres. MM. Scheidemann, Ebert, Noske en font partie. M. Radbruch — qui vient de livrer aux inquisiteurs de Madrid, Luis Nicolau Fort et Concepcion — aussi. Et il y a, à la table de M. Vandervelde, un ancien ministre géorgien. Quand à M. Ramsay Macdonald, n'en doutons point, il sera ministre.

M. Tchernov devrait appartenir à cette Internationale, et c'est oublié, erreur, omission impardonnable, s'il n'en fait point partie. Ne fût-il pas plus que ministre, presque président de République ? M. Tchernov promène avec satisfaction, parmi des visages ralatinés de petits-bourgeois usés, une belle tête de vieil acteur, couronné de cheveux blancs. Il se porte bien : le terrorisme et la guerre civile (c'est toujours, au fond, la mort des autres) n'ont pas entamé sa robuste santé. Il est toujours prêt à requérir contre les bolcheviks. Et c'est l'homme du jour : deux Internationales ressassent son réquisitoire, à n'en plus finir.

Jadis, M. Tchernov condamnait des grands-ducs, des gouverneurs de l'Empire — et avec eux, à la même

mort, des étudiants, des ouvriers pleins de foi, des héros. Ce sont de vieilles histoires oubliées. De très haut, M. Tchernov, aidé d'un agent provocateur roaté fameux, dirigeait le terrorisme ; et quand, affamés, trahis, livrés, vendus, pendus, les révolutionnaires de son parti se sentaient dupes de quelque sinistre metteur en scène, M. Tchernov couvrait de sa haute autorité Azev, le défendait, sauvait sa précieuse peau. Puis il fut ministre et, comme tous les ministres, réprima. Puis il fit tuer Volodarski et désavouer le même jour cet assassinat. Puis il organisa la guerre civile... Mais on ne peut tout évoquer de sa carrière si remplie. Ce ne serait du reste qu'un écoeurement inutile.

En vérité, l'autre Internationale socialiste, celle de Vienne, vaut mieux ! Adler, voûté, penche sur la table une tête moustachue d'intellectuel accablé. Misère de Vienne où l'on n'a pas su faire la Révolution, où le socialisme des irrésolus n'a pas même su défendre le dernier morceau de pain de l'ouvrier, misère du socialisme velléitaire qui n'ose vouloir ni la Révolution ni la reconstitution du capitalisme ! C'est un poids lourd à porter — quand on a les épaules faibles et les mains tâtonnantes.

Or, si l'Internationale de Londres est celle des ministres et de la répression bourgeoise, celle de Vienne est celle des faibles. Il suffit pour s'en persuader de voir, à la même table, Adler — si vieux, si las, près de Clara Zetkin, vaillante et virile — Longuet, Martov, et non loin d'eux Serrati... Tous ils ont eu, ils ont encore des velléités révolutionnaires, mais quand il faut rompre avec Renaudel qu'il méprise, Longuet ne peut pas ; et quand il faut rompre avec Turati, Serrati ne peut pas ; et quand il faut rompre avec la contre-révolution dont il sait l'infamie, Martov ne peut pas... Que pourront-ils aujourd'hui ?

Discours et déclarations. De quoi donc s'agit-il ? Est-ce du front unique ? Deux millions de chômeurs et un million de lock-outés attendant en Angleterre que le socialisme les défende.

Dans toute l'Europe centrale, les peuples méthodiquement affamés, désespèrent. A quelques jours d'ici les puissances victorieuses vont se réunir à Gênes pour tenter d'imposer à la Russie rouge la loi du bourgeois le plus fort... Et trente millions d'hommes meurent de faim de la Volga à la mer Noire. Quelles préoccupations peuvent avoir à cette heure des socialistes, si ce n'est d'opposer enfin aux agressions de la classe ennemie, toutes les forces du travail ? La guerre du droit a porté ses fruits ; il semble que les plus ministres des ministres socialistes ne puissent plus se dérober au devoir élémentaire...

Pourtant ! Discours et déclarations : dans tout cela le front uni, la défense du prolétariat, l'étranglement de l'Allemagne ouvrière, le guet-apens contre la Russie rouge tiennent peu de place. Ces socialistes, dont pas un ne manque, dans la société bourgeoise, de confort et de sécurité, à cette heure de l'histoire, posent des conditions à la Révolution russe.

Venus de Londres, de Vienne, de Paris, de Bruxelles, journalistes, avocats, parlementaires, ne paraissent s'être rassemblés ici que pour juger un coupable. Et ce coupable, c'est la Révolution russe. C'est Lénine dont le tort est d'avoir fait trembler sur leurs bases les démocraties impérialistes et survécu aux balles des socialistes-révolutionnaires. C'est toi, paysan de la Volga, dont les Tcheco-Slovaques et le parti de M. Tchernov ont dévasté le pays, c'est toi qui, sous l'étoile rouge à cinq branches et le fusil au poing, a chassé les Anglais de Bakou et de Tiflis ! C'est vous, ouvriers et paysans de Russie, qui, en défendant pendant cinq années votre Révolution et votre droit à la vie contre la guerre, les blocus, le froid, la faim, l'ignorance, le sabotage, les conspirations, avez enfreint tant de principes sacrés ! Vandervelde requiert et Macdonald répète. Approbation quasi générale.

L'importante question, voyez-vous, ce n'est pas celle du sort de la Révolution russe, ou celle de l'offensive patronale dans tous les pays, ni celle des réparations : c'est de savoir si les amis de M. Tchernov, dont on prétend dévoiler à Moscou, au grand jour du Tribunal révolutionnaire, toutes les turpitudes, seront jugés avec toutes les garanties désirables !

Mais quelqu'un s'est levé, à la table des communistes. Ici l'on est plus jeune, plus nerveux, on n'a ni l'air cossu des parlementaires chevronnés, ni l'air pâle des socialistes à portefeuilles habitués à vivre dans des fauteuils. Ici l'on est des révolutionnaires, et ça se voit. Quelqu'un s'est levé : silhouette osseuse et dure, visage heurté, teint gris, geste véhément et parole cinglante : Radek.

Radek répond à Vandervelde. Et la situation est tout de suite rétablie. On n'accuse pas la Révolution quand on fut ministre de Guerre, quand on signa le traité de Versailles, quand on est l'ami politique de Scheidemann et de Tchernov ! C'est pousser l'inconscience au delà des limites de la démagogie. En cinq minutes Radek a montré quels comptes terribles la Révolution pourrait demander aux socialistes qui sont là. Mais l'heure n'est pas encore venue, de ce débat. Aujourd'hui :

« Voulez-vous oui ou non défendre les salaires, combattre le chômage, contrecarrer les desseins criminels de l'impérialisme ? »

R. ALBERT.

Après la Conférence

L'article de notre camarade Lucie Leiciague a été écrit par elle avant la manifestation commune des indépendants et des communistes berlinois. Il n'en complète pas moins utilement celui de notre camarade R. Albert et c'est pourquoi nous n'hésitons pas à le publier.

On sait, par les témoignages concordants de notre ami L. Revo dans l'Humanité et du citoyen F. Caussy, dans le Populaire, l'immense succès obtenu par la manifestation commune du 20 avril à Berlin.

C'est une chose inoubliable.

Pour la première fois depuis le massacre mondial se sont rencontrés, assis à la même table, des hommes venus des deux pôles de l'Internationale :

ceux qui se sont soumis à la guerre et à ses conséquences, ceux qui ont résisté et lutté révolutionnairement pour la chute du capitalisme criminel.

Cela s'est fait sans effusions bruyantes ; c'est en silence que les délégués sont entrés en séance, se regardant comme des gens qui viennent de loin et se reconnaissent à peine. Chacun garde sa physionomie et sa personnalité propres. La 2^e Internationale est lourde d'un passé chargé, la 3^e, impétueuse et résolue, l'Union de Vienne, ondoyante et floue.

Quel est le miracle qui a réuni là des groupes si divers ? La force des événements et aussi le courant qui porte les masses vers une action solidaire et unie de tous les exploités. C'est à quoi ont obéi, avec plus ou moins de bonne grâce, les trois organisations. La 3^e Internationale, l'oreille toujours tendue aux aspirations des masses, est venue avec la volonté ferme de répondre aux nécessités im-

périeuses du moment. Elle se raidira pour aboutir, elle refoulera tous les justes ressentiments qu'a accumulés en elle l'expérience des dernières années. La déclaration lue par Clara Zetkin en son nom expose cette contrainte et cette volonté, qui n'impliquent aucun abandon des principes, aucun désaveu du passé, aucunes concessions pour l'avenir. Il s'agit d'actions proches, immédiatement pratiques, comme la lutte contre l'offensive capitaliste et réactionnaire, la lutte contre les guerres possibles, l'appui à donner à la reconstruction de la Russie soviétique, la dénonciation du Traité de Versailles, qui, entre autres maux, maintient dans la détresse les régions dévastées. Enfin, se pose la question d'une Conférence générale des organisations politiques et syndicales à tenir simultanément avec celle de Gènes.

A ce programme précis et limité, la 2^e Internationale oppose des conditions. Qu'est-ce qui précipite la 2^e Internationale ? Non pas les pertes irréparables de la grande guerre, les millions de morts, de blessés, de mutilés ; non pas la situation tragique de la Russie révolutionnaire épuisée par sa lutte héroïque contre un monde d'ennemis, non pas la misère qui est tombée sur le monde, non pas le chaos économique. Non, ce qui la préoccupe, c'est la Géorgie, qui ne saurait se passer de Tsereteli ; ce sont les socialistes-révolutionnaires, coupables seulement — comme l'a dit Mac Donald dans une analogie vraiment énorme — d'avoir sincèrement voulu renverser le pouvoir bolcheviste qu'ils tenaient pour mauvais, comme Rosa Luxembourgeois avait tenté de renverser en Allemagne le régime qu'elle tenait aussi pour mauvais. Ce qui la préoccupe, enfin, c'est le noyautage communiste, la menace d'empoisonnement dont Vandervelde, au nom de la 2^e Internationale, proclame bien haut vouloir se garder.

- Ah ! comme la riposte nerveuse de Radek éclate en sonorités claires dans l'air qui commençait à s'alourdir ! Que de griefs la 3^e Internationale n'aurait-elle pas à formuler contre ceux qui se posent en juges, qui se font les avocats de la Géorgie et ignorent l'Irlande et tant d'autres pays assujettis, qui réclament justice pour les contre-révolutionnaires et se taisent sur les répressions bourgeoises et les victimes de la révolution ! Le problème de Géorgie, la Russie soviétique est prête à le discuter au grand jour ; le procès des socialistes-révolutionnaires, il se fera publiquement avec toutes les garanties nécessaires.

Et, maintenant, veut-on que cette conférence soit une conférence d'action ou de discussion ? Telle est la question posée par Radek et à quoi la 2^e Internationale doit répondre. Le dialogue se passe pendant une grande partie de la Conférence, entre la 2^e et la 3^e Internationale, et les flèches lancées de part et d'autre sifflent par-dessus la tête de l'Union de Vienne, dont la table est placée au centre. De cette table se lèveront pourtant des hommes qui, emportés par la force irrésistible de la vérité, diront des paroles sévères contre les conditions et les ultimatums de la 2^e Internationale. C'est d'abord l'autonome Serrati, puis Otto Bauer, qui, il est vrai, selon l'expression de Radek, fera comme le bon Dieu et distribuera le blâme tour à tour à droite et à gauche. Il nous dira comment les communistes ont leur part de responsabilité dans la méfiance des représentants de la 2^e Internationale. Car ceux-ci ont encore, on le sait, posé la condition de confiance aux organisations qui s'engageraient dans une action commune. Comment pourrait-on regretter la scission après ce que l'on vient

de voir, en présence de ces hommes qui n'ont rien appris, rien oublié ? La confiance avant l'épreuve ? « Non, dira Radek. Mais entreprenez des actions avec nous et faites la démonstration de votre bonne foi ; nous n'avons pas besoin, nous, de recourir à des manœuvres ; nous gagnerons dans les deux cas : que vous restiez honnêtement dans la lutte, ou que vous trahissiez. »

L'une et l'autre attitude, en effet, poseront un problème autrement important, non pas le problème de la confiance mutuelle des organisations les unes dans les autres, mais le problème de la confiance des masses dans les chefs, mis en demeure de se prononcer sur telle ou telle question d'intérêt prolétarien immédiat.

Où en sommes-nous, aujourd'hui ? Ici, en Allemagne, dans le Parti Communiste, on s'apprête activement à mettre en pratique les démonstrations communes décidées par la Conférence de Berlin du 20 avril. La Fédération berlinoise a lancé des lettres d'appel. Les indépendants ont répondu favorablement, tandis que les social-démocrates majoritaires, reniant déjà la signature apposée par eux au bas de la résolution commune, refusent leur participation. Mais les masses majoritaires suivront-elles ? Déjà, des organisations locales, appartenant aux trois Internationales, comme à Düsseldorf, s'entendent pour des démonstrations communes qui se feront sans les chefs si les chefs se dérobent. Et voilà, semble-t-il, des perspectives heureuses d'avenir pour l'unité de front avec les masses, qui est le but final.

Lucie LEIGIAGUE.



Bibliothèque -

Communiste -

PARIS

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 50
KERTIENZEV — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 "
ALEXANDRA KOLLONTAI — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LÉNINE — <i>La Maladie infantile du Communisme</i>	4 "
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 "
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i>	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i>	4 "
LÉNINE — <i>Le Rôle des Jeunesses Communistes</i>	0 40
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3^e Internationale</i> .. épuisé	
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> .. épuisé	
TROTSKY — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 "
TROTSKY — <i>Le Terrorisme</i> épuisé	
TROTSKY — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75

En vente à la Librairie de « l'Humanité »

Signification et Résultats

La Conférence de Berlin avait un but et un ordre du jour précis : préparer et organiser, à l'occasion et au moment de la Conférence de Gênes, une grande démonstration du prolétariat sous la forme d'un Congrès groupant les représentants des trois Internationales politiques.

L'initiative venait de l'Internationale des deux et demie ou Union des partis socialistes de Vienne. L'Internationale Communiste accepta l'invitation qui lui était adressée mais elle demandait aussitôt que le cadre du Congrès projeté fût élargi et qu'y soient conviés tous les groupements politiques : communistes, socialistes, anarchistes, et toutes les organisations syndicales, Internationale syndicale rouge, Fédération syndicale internationale d'Amsterdam, ainsi que les Confédérations et Unions qui restent encore en dehors de ces deux groupements internationaux. Elle estimait que pour une démonstration efficace, pour que la classe ouvrière fût en mesure d'exercer une pression sur la Conférence de Gênes, il était nécessaire de toucher et de mobiliser tous les travailleurs, ou un très grand nombre d'entre eux, sur un programme de revendications qui sont partout d'une actualité pressante : défense des salaires, défense de la journée de huit heures, entre autres.

La Conférence préparatoire de Berlin a duré quatre jours. Commencée le dimanche matin 2 avril, elle ne s'est terminée que le mercredi suivant à minuit. Elle comprenait dix membres de chacun des trois Exécutifs. La 2^{me} Internationale avait annexé les mencheviks géorgiens représentés par Tsereteli, tandis que Martof, Dane et Abramovitch figuraient dans la délégation de Vienne. Le parti socialiste italien, invité, avait envoyé Serrati qui prit place, prudemment, entre Vienne et Moscou.

Les discussions publiques furent parfois assez vives, les délibérations laborieuses. Finalement la Conférence dut se séparer sans avoir atteint le but que lui avait assigné Vienne et se contenter d'une base d'entente provisoire pour une action limitée.

Il était parfaitement clair dès le début que la 2^{me} Internationale se proposait de saboter la Conférence. Elle ne voulait pas d'un congrès ouvrier international siégeant en même temps que la Conférence de Gênes. Ses délégués ne le dirent pas expressément, mais lorsque toutes leurs manœuvres eurent été déjouées, ils furent contraints de déclarer qu'ils « considéraient comme impossible la convocation d'un Congrès international au mois d'avril, c'est-à-dire pendant les travaux de la Conférence de Gênes ». Et leur déclaration fut enregistrée dans la résolution adoptée.

Mais le *Vorwaerts* ne se gêna pas d'écrire chaque matin que la proposition de l'Union de Vienne était chimérique et dangereuse et il fit tout ce qu'il put pour la Conférence se terminer par une rupture.

Les chefs de la 2^{me} Internationale comprennent fort bien la tactique du front unique et ils la redoutent. Vandervelde, les chefs du parti social-démocrate d'Allemagne et ceux du Labour Party craignent beaucoup de voir les ouvriers demeurés dans les organisations qu'ils dirigent, entraînés dans de grands mouvements de masses même pour la simple défense des salaires ou de la journée de huit heures. Ils savent que le jour où ces mouve-

ments se déclencheront, c'en sera fini de leur direction.

En même temps il leur est difficile de répondre nettement : Non ! aux propositions d'action commune qui leur sont faites sur des questions qui touchent directement et brutalement tous les travailleurs. Et ils sont obligés, eux aussi, maintenant, de dénoncer la menace redoutable que constitue l'offensive capitaliste.

Il fallait entendre Vandervelde s'écrier, à Berlin : « L'Europe vit aujourd'hui sous le signe de la réaction : réaction capitaliste réaction monarchiste, réaction militariste. Et la classe ouvrière est réduite à redouter à la fois la réconciliation des divers capitalismes et la persistance de la politique absurde qui les dresse les uns contre les autres. »

Est-ce cela qu'il avait promis pendant la « guerre du droit » comme conclusion de la victoire de l'Entente ? Où est le « socialisme de guerre » que les social-démocrates avaient découvert pendant la boucherie pour justifier leur abdication ? C'est sa faillite — et leur faillite — qu'il a proclamée lui-même à Berlin. Et pourtant sa politique de guerre le commande encore car s'il ne veut pas que les ouvriers belges se rencontrent en ce moment avec les ouvriers de tous les pays c'est parce qu'il les maintient au côté de la bourgeoisie et que l'Union sacrée, même quand on n'en parle plus, se survit à elle-même alors que l'offensive capitaliste est depuis longtemps déchaînée.

Devant l'attitude des représentants de la 2^{me} Internationale la Conférence de Berlin s'est trouvée contrainte de réduire considérablement son programme. L'effort ouvrier contre Gênes restera morcelé, atténué ; il n'impressionnera que faiblement la bourgeoisie. Les diplomates réunis à Gênes pourront tout à leur aise, sans être pressés par une affirmation claire et vigoureuse de la classe ouvrière, tenter de reconstruire le monde aux dépens des travailleurs et de la Russie soviétique.

Cependant un premier pas a été fait, un résultat a été acquis pour la préparation du prolétariat à la lutte. La tactique du front unique n'est pas de celles qui peuvent s'imposer du premier coup et c'est évidemment dans le domaine international qu'elle est la plus difficile à réaliser. Les leaders réformistes, qui la repoussent de toutes leurs forces ne se résoudront à l'appliquer que sous la poussée ouvrière.

Mais elle n'est pas non plus une nouveauté, ni une « invention de Moscou », comme on affecte de le croire — ou comme on le croit sincèrement encore en France. Divers partis communistes l'ont déjà appliquée, en Allemagne, en Suisse, en Angleterre, en Autriche. Certaines circonstances, certaines situations, peuvent y être plus favorables que d'autres. Les difficultés d'application peuvent être plus ou moins grandes. C'est tout. Il faut l'expliquer. Il faut s'y préparer. Car elle est la tactique qui convient à l'époque présente, la tactique de « la nouvelle étape » quand il s'agit de rassembler tous les ouvriers, de reconstituer leur force et de les mettre en état de résister à l'offensive brutale de la bourgeoisie.

Alfred ROSMER.

Chronique Internationale

GRANDE-BRETAGNE

Le troisième Congrès du Parti Communiste de Grande-Bretagne, qui vient d'avoir lieu à Londres les 18 et 19 mars et qui devait décider de la tactique du Parti, était attendu depuis longtemps. Le premier Congrès avait été uniquement un congrès d'inauguration, dans lequel différents éléments en conflit se réunirent afin d'obéir à la décision de la 3^e Internationale, qui ne voulait qu'un seul Parti Communiste par pays. Le second Congrès, tenu à Manchester, il y a un an à peu près, ne discuta pas sur la tactique du Parti ou sur l'application des thèses de la 3^e Internationale aux conditions de la Grande-Bretagne ; il s'occupa exclusivement de formuler les règlements et une constitution pour le Parti. Depuis lors, les conditions à la fois nationales et internationales, ont changé et un certain nombre de nouvelles thèses ont été formulées par la 3^e Internationale. Les dissensions qui, en 1920, avaient mené à la formation de Partis Communistes rivaux, appartiennent en quelque sorte au passé. Il n'en est pas moins vrai que le retard apporté à discuter la politique du Parti par rapport à sa participation aux luttes parlementaires a sans contredit détaché de nous certains éléments révolutionnaires qui sont très opposés à ce genre de participation et qui s'érigeaient contre la décision de l'Exécutif demandant une participation aux élections partielles au Parlement et l'affiliation au Labour Party.

Il est difficile d'établir quelle est l'importance de ces courants révolutionnaires en dehors des rangs du Parti Communiste. Le Parti Communiste de Grande-Bretagne en lui-même paraît ridiculement petit si on le compare à ceux de pays comme l'Allemagne ou la Tchéco-Slovaquie ; petit, si on le compare au Parti Communiste français. Ces groupes organisés de révolutionnaires à tendances communistes assez définies, mais restés en dehors du parti en Grande-Bretagne, n'augmenteraient pas beaucoup le nombre de nos adhérents, s'ils se décidaient — ce qui est très improbable — à venir à nous. Le développement que prendra le Parti Communiste ces temps-ci dépendra d'abord du cours que prendront les événements politiques et économiques en Angleterre et, ensuite, de la façon dont la politique de la 3^e Internationale, interprétée par les décisions du Congrès de Londres, sera appliquée aux conditions très spéciales de ce pays.

Quelles sont ces conditions ? Sur le domaine économique, la crise est plus aiguë que dans aucun autre des grands Etats capitalistes. D'après des statistiques officielles, le nombre des chômeurs atteignait, le 31 janvier 1922, presque 2 millions (dont 300.000 femmes). Il ne faut pas croire que la plupart de ces chômeurs soient absolument dénués de tout. Ils reçoivent de différents côtés — syndicats, comités de secours nationaux et municipaux — des allocations qui les empêchent de crever littéralement de faim. S'il en était autrement, il y a longtemps qu'il y aurait eu des émeutes de la faim dans tout le pays. Mais les employeurs profitent de l'équilibre actuel de l'offre et de la demande, si désavantageux pour les ouvriers, pour mener une offensive générale contre le travail. Ils diminuent

les salaires, augmentent la durée de la journée de travail et combattent toutes les institutions qui mettent le travailleur à même d'exercer un contrôle sur les conditions de son travail. La défaite des mineurs après le lock-out du printemps dernier a été suivie de l'application de méthodes d'exploitation plus graves que jamais. Les travailleurs de la terre ont perdu ou sont en train de perdre tous les avantages qu'ils ont acquis pendant la guerre, et sont de nouveau réduits à l'état d'ilotes. En ce moment, la grande offensive contre les mécaniciens fait rage et sera suivie d'une autre semblable contre les ouvriers des chantiers maritimes. Les ouvriers des industries qui, de par leur nature, ne chôment jamais et qui ne sont pas encore atteintes par la crise générale, sont eux aussi menacés. La Fédération nationale des cheminots est forte, mais le niveau de vie des cheminots ne pourra pas être maintenu si celui des ouvriers en général baisse. Les employés du gouvernement au service des postes, téléphones, etc., devront évidemment plier comme les autres.

Dans la mesure où les ressources et le nombre de ses adhérents le permettent, la propagande du Parti Communiste parmi les chômeurs a été très active depuis le commencement de la crise. C'est en grande partie à l'influence des communistes que les chômeurs doivent aujourd'hui d'être organisés sur une base nationale et d'avoir donné à leur mouvement un caractère révolutionnaire. La position financière des chômeurs les empêche évidemment de devenir des membres payants du Parti Communiste. Mais il est évident que si le Parti Communiste de Grande-Bretagne sait s'y prendre, il pourra tirer avantage de la situation industrielle actuelle et s'assurer un grand développement. Etant données les conditions politiques de l'Angleterre, on ne peut guère s'attendre à ce que dans les quelques mois qui suivront, il puisse rivaliser numériquement avec ses confrères du continent ; mais, s'il est bien conduit et s'il suit une tactique sûre, il est appelé à devenir plus grand que n'a jamais été aucun Parti Communiste ou socialiste en Grande-Bretagne.

Parallèlement à la crise économique, il y a une crise politique de première importance. Lloyd George, « l'homme qui a gagné la guerre », ne peut plus maintenir l'union des éléments discordants dont se compose la coalition. S'il donne sa démission, il se peut que le Parti conservateur obtienne la majorité aux Communes et que nous ayons un gouvernement conservateur à la tête duquel se trouvera très probablement lord Derby. Mais, même en ce cas, les élections générales ne pourront plus tarder beaucoup. Les représentants de toutes les nuances politiques font leurs préparatifs en vue d'élections pour le printemps ou l'été prochain. Gênes, la situation incertaine de l'Irlande, de l'Egypte, des Indes, font en effet prévoir qu'il y aura d'ici là de grandes variations dans le baromètre politique. Tout, jusqu'ici, semble pouvoir faire présager que le Labour Party occurrera une position très importante à la nouvelle Chambre des Communes, sans toutefois arriver à y avoir une écrasante majorité. Il y aura trois partis principaux : le parti conservateur, le parti libéral, le Labour Party. Et, pour la première fois, le Labour Party sera une force avec laquelle on sera obligé

de compter. Et qui dit *Labour Party* dit un groupement qui ne ressemble à rien de ce qui est connu dans la vie politique d'aucun pays au monde. Nous pourrions discuter plus tard de sa constitution et de son caractère. Aujourd'hui, il nous suffira de dire que c'est une fédération dans laquelle les syndicats, en tant qu'ils sont actifs dans le domaine politique, sont numériquement l'élément le plus important. Mais il n'y a ni pays, ni parti, ni union dont la discipline puisse amener un syndicaliste, en tant qu'individu, à voter pour le *Labour Party* s'il préfère voter pour les partis conservateur ou libéral. Par son nom et, jusqu'à un certain point, par sa constitution, sa méthode d'organisation et ses buts, le *Labour Party* peut être considéré comme un parti de classe, comme le parti politique de la classe ouvrière. Mais les personnalités les plus en vue aujourd'hui dans le *Labour Party* : J.-H. Thomas, l'homme des chemins de fer ; Arthur Henderson, l'ex-ministre de coalition, et J. R. Clynes (qui probablement se considère encore comme étant socialiste) ont expressément répudié la lutte de classes et revendiquent pour le *Labour Party* le titre de « Parti national ». Même les chefs les plus socialistes du *Labour Party*, tels que Ramsay Mac Donald, Philip Snowden et Sydney Webb, membres de sociétés socialistes connues respectivement sous le nom d'*Independent Labour Party* et de *Fabian Society*, partagent des opinions du même genre. Comme l'*Independent Labour Party* et la *Fabian Society*, le *British Socialist Party* (un des éléments dont sortit le Parti Communiste) était affilié au *Labour Party*. Comme on le sait, le Parti Communiste de Grande-Bretagne, parti révolutionnaire de lutte de classes et section de la 3^e Internationale, a demandé, par l'intermédiaire de son Comité Exécutif, à être affilié au *Labour Party*. Le *Labour Party*, qui adhère à la 2^e Internationale et qui est nettement réformiste, a tout naturellement refusé d'accepter cette revendication. L'Exécutif du Parti Communiste a renouvelé sa demande. Le Congrès de Londres a ratifié cette démarche et a définitivement engagé le Parti dans la voie non seulement d'une participation aux élections législatives, mais aussi d'une affiliation au *Labour Party*, s'il est possible de l'obtenir.

La Tactique électorale et l'affiliation au « Labour Party »

Une proportion considérable de ceux qui entrèrent dans le Parti Communiste de Grande-Bretagne étaient convaincus qu'en 1920 et 1921, le meilleur moyen pour arriver à constituer un Parti révolutionnaire nombreux et capable d'action était de rester tout à fait à l'écart de toute campagne électorale. Ces camarades considéraient que les thèses adoptées en 1920 par la 3^e Internationale devaient être interprétées dans ce sens. Quelques-uns d'entre eux se sont, nous l'avons vu, retirés du Parti dès qu'il se déclara en faveur de la participation aux campagnes électorales et de l'affiliation au *Labour Party*. Nous ne discuterons pas ici s'ils ont eu raison ou tort. La question qui se posait au Congrès de Londres était de savoir comment la politique de la 3^e Internationale, et en particulier le mot d'ordre : « Allons aux masses », et le front unique, pouvaient le mieux être adaptés aux conditions régnant en Angleterre, au printemps de 1922, lorsque le pays serait, probablement à la veille des élections législatives. Quelques-uns des orateurs semblaient croire que le Parti devait être prêt à adopter une nouvelle tactique tous les quatre d'heure, et cette attitude ne pouvait que jeter la

confusion dans nos rangs. Mais il n'est pas moins vrai, ainsi que l'a dit Jackson, un des principaux collaborateurs du *Communist*, en présentant la résolution officielle, que nous devons éviter d'être hantés par le spectre de notre passé révolutionnaire, alors que les conditions ont changé et que nous avons appris l'expérience à nier en 1922 ce que nous affirmions en 1910, ou même aussi récemment qu'en 1920 ou 1921.

Si on se place à ce point de vue, beaucoup d'entre nous, qui ne sommes pas tout à fait satisfaits des arguments avancés en faveur de la participation aux campagnes électorales, sommes prêts à collaborer loyalement avec les camarades du Parti Communiste — évidemment la grande majorité — qui sont d'un autre avis que nous. Ceux qui prétendent qu'étant données les conditions politiques et économiques actuelles en Angleterre, les communistes, en pratiquant l'« abstentionnisme », créeraient dans les masses l'opinion qu'ils sont des doctrinaires stériles et que le Parti Communiste est un parti sectaire sans vrai contact avec les masses, avancent un argument d'un grand poids. De même l'Internationale a grandement raison de combattre chez les communistes l'esprit local et de leur rappeler qu'ils doivent, par définition, se placer sur le terrain international. Et, certes, il est évident que, du point de vue international, la chute de la coalition en Angleterre et l'avènement d'un *Labour Party* puissant dans la Chambre des Communes seraient des événements de première importance.

La question de l'affiliation au *Labour Party* est plus difficile. Commençons d'abord par écarter une opinion erronée à ce sujet. Nous lisons dans un journal illustré du dimanche, qui commente le Congrès de Londres, le passage suivant : « On se rappellera que le *Labour Party* a expulsé les communistes de son sein et dénoncé leur propagande ». Cela n'a rien d'étonnant, parce que la 3^e Internationale elle-même a commis une erreur, et le Parti Communiste de Grande-Bretagne, en publiant les décisions de la 3^e Internationale en 1921, a reproduit sans commentaire le passage suivant : « En Angleterre, ce sont les réformistes et les centristes qui ont forcé les communistes à sortir du *Labour Party*... » Cela est historiquement tout à fait faux. Les communistes, en tant que formant un corps organisé, ne furent jamais partie intégrante du *Labour Party*. Le Parti Communiste de Grande-Bretagne, dès qu'il se constitua en section de la 3^e Internationale, se plaça, de ce fait même, en dehors du *Labour Party*, qui a adhéré à la 2^e Internationale. Il est tout fait illogique de la part du Parti Communiste d'avoir demandé l'affiliation au *Labour Party*, de même que le *Labour Party* fut tout à fait logique en refusant cette demande. Mais on sait que le Parti Communiste est revenu à la charge et que près des quatre cinquièmes des délégués au Congrès Communiste de Londres ont décidé d'appuyer cette politique.

Cela vient de ce que les décisions prises au sujet de ce qu'on appelle un parti de masses et le front unique ont modifié notre position. En outre, il y a des considérations d'ordre émotif aussi bien que logique qui entrent en jeu. Si le Parti Communiste doit être lié aux masses par cette espèce de « lien magnétique qui fait aller les hommes là où est la vie », s'il doit constituer l'unité de front de tous les ouvriers, s'il doit participer aux campagnes électorales pour les prochaines élections générales, il y a de bonnes raisons pour qu'il essaye tout au moins de mener cette politique en tant que faisant partie du *Labour Party*.

Les raisons qui poussent à présent le Parti à se transformer en un parti de masses ont toujours

été reconnues aussi par les membres qui s'opposent à la participation aux campagnes électorales et à l'affiliation au *Labour Party*. Par exemple, lorsqu'il fut question de pousser les prolétaires révolutionnaires à sortir de leurs syndicats actuels et à borner leur activité dans le domaine industriel, à essayer de former de nouvelles organisations ouvrières plus imbuées de l'idée de lutte de classes, ils firent ressortir qu'en général le travailleur manuel considérerait son syndicat comme l'expression de sa classe, organisée pour l'attaque et la défense, et que le communiste ne devait en aucun cas se séparer de la classe ouvrière organisée, uniquement parce que ses chefs commettaient des erreurs ou trahissaient la cause ouvrière. Ceux qui faisaient de l'opposition à l'affiliation au *Labour Party* étaient mus avant tout par la conviction que le *Labour Party* n'avait pas le droit de se considérer comme étant l'organisation politique de la classe ouvrière. Il est inutile de discuter ici le bien-fondé de cette objection au moment où elle fut formulée, c'est-à-dire avant 1922. Il s'agit avant tout d'établir si, étant donnés les événements auxquels on peut s'attendre aujourd'hui, le *Labour Party* tend — ne fût-ce que pour une petite période — à devenir l'expression politique de la classe ouvrière. Est-ce qu'en général les électeurs de la classe ouvrière, pendant les élections générales — qui auront probablement lieu au cours de l'été 1922 — considéreront le *Labour Party* comme leur parti ? Si oui — la 3^e Internationale le demande, et sa demande a été acceptée par le Parti Communiste de Grande-Bretagne — la place du Parti Communiste de Grande-Bretagne est à l'intérieur du *Labour Party*. La tâche politique des communistes, dans l'intérieur du *Labour Party*, consistera à faire de lui un instrument aussi révolutionnaire que les circonstances le permettront.

C'est avec les masses que les communistes formeront ainsi le front unique sur le domaine politique. Leurs relations avec les pendants anglais de Noske et d'Albert Thomas ne seront pas des

plus fraternelles ; un de nos orateurs au Congrès de Londres dit férocelement — et sa remarque fut appuyée par un tonnerre d'applaudissements — qu'il était prêt à serrer la gorge plutôt que la main des réformistes. Mais les partisans de l'affiliation n'en croient pas moins que pourvu que le droit de critiquer librement la direction et la tactique du *Labour Party* lui soit conservée, le Parti Communiste croîtra en nombre et en influence sur les masses beaucoup plus rapidement s'il est à l'intérieur que s'il reste en dehors du *Labour Party*. Ellen Wilkinson, qui organise l'union « amalgamée » des employés des coopératives, a défendu la thèse contraire au Congrès de Londres. Elle a prétendu que les mencheviks anglais craignaient avec raison beaucoup plus le Parti Communiste en tant qu'organisation détachée, et que du moment où les communistes seraient à l'intérieur du *Labour Party*, ils ne compteraient plus.

Nous avons dit que ce ne sont pas des raisons d'ordre logique qui présideront à l'accentuation du Parti Communiste dans le sein du *Labour Party*, de même que la démarche en vue d'obtenir l'affiliation n'avait rien de logique. Il n'est guère probable non plus que ce soient les craintes ou les espoirs de Thomas, Clynes, Henderson et autres chefs réformistes qui soient décisives. L'idée de front unique « prend » dans toutes les catégories de travailleurs. Et le résultat de la Conférence des Exécutifs des trois Internationales à Berlin aura certainement une influence sur la décision qui sera prise par le *Labour Party*. Quoi qu'il en soit, il semble que parmi les ouvriers adhérant au *Labour Party*, il y ait un fort mouvement en faveur de l'affiliation. La distinction entre « roses » et « rouges » sera-t-elle par là de nouveau obscurcie ? Ce sera difficile à éviter. Mais il faut ne voir là que le résultat inévitable d'une éclipse momentanée de la situation révolutionnaire.

Eden et Cedar PAUL.

(Trad. Alix GUILLAIN.)

Au secours du Prolétariat torturé⁽¹⁾

La Terreur blanche en Yougo-Slavie Le Procès infâme

Pour en finir complètement avec le mouvement ouvrier et surtout pour broyer entièrement le Parti Communiste, réduit à vivre d'une existence illégale la bande noire au pouvoir cherchait des nouveaux prétextes. Son but était d'obtenir une condamnation « légale » du communisme par les tribunaux du pays. La bombe terroriste de Stéitch tomba juste à point pour lui permettre d'opérer l'arrestation d'une dizaine de milliers d'ouvriers et militants communistes, qui durent passer par les mains ensanglantées des bourreaux tortionnaires, et les sbires du régime essayèrent « d'établir » leur complicité dans l'acte individuel de l'auteur de l'attentat. Les ressorts de la « justice » de classe furent mis en marche et une inquisition en résulta dont les atrocités ressemblèrent fort à celles commises par les dominicains espagnols.

Après sept mois d'instruction (la loi n'en admet que deux), le procès fut ouvert le 25 janvier dernier par la lecture de l'acte d'accusation du procureur général, incriminant le Parti Communiste en

général et les dix membres détenus du Comité Exécutif en particulier, d'attentats, de complot et de divers actes terroristes. Le point central de l'accusation était l'attentat perpétré par Spassoé Stéitch, et les « aveux » de l'auteur et de ses « complices » d'avoir reçu l'ordre du Comité Exécutif du « Parti » d'exécuter cet attentat, signal d'un soulèvement général des masses. Plus particulièrement, le Parti Communiste aurait à sa charge, suivant l'accusation, par les « aveux » de plusieurs détenus qui auraient « assisté » le 26 juin 1921, trois jours avant l'attentat, à Novi Sad, petite ville de province, à une séance secrète à laquelle les chefs du Parti auraient « décrété » la révolution en Yougo-Slavie. En vue de quoi le procureur réclama, pour la majeure partie des 32 accusés, la peine capitale, et pour quelques-uns d'entre eux la peine des travaux forcés à perpétuité.

La défense, qui comptait quelques avocats, aussi brillants que désintéressés, dont trois d'entre eux sont des militants communistes — n'avait pas eu grand-peine de réduire à néant et de ridiculiser l'inepte accusation du procureur, dépourvue de toute preuve matérielle et fondée uniquement sur les « aveux » faits par les victimes après les plus atroces tortures dont la preuve irréfutable, four-

(1) Voir Bulletin Communiste n° 14, page 271.

nie devant le tribunal, a transformé les accusés en accusateurs de la barbarie communiste du régime. Les martyrisés ont immédiatement révoqué devant le tribunal leurs « aveux » et le Parti. Par des alibis incontestables et des témoignages excluant tout doute, la légende de la « séance secrète » du 26 juin à Novi Sad fut entièrement dissipée. L'accusation s'est effondrée avec fracas et le procès du communisme s'est transformé en procès du régime.

Dénonçant les irrégularités du procès, les crimes de l'instruction et les atrocités policières, la défense a su démasquer les détracteurs de la classe ouvrière et mettre au pilori la basse œuvre des gouvernants, trameurs de ce procès. Les plaidoiries de la défense ont été d'écrasants réquisitoires contre le régime autocratique des juntes militaires et de la bande noire. Entourés des forces ennemies d'une réaction ténébreuse, les onze défenseurs ont hardiment lutté, sur la seule tribune restée libre, contre le régime accusant les gouvernants de complicité dans la terrible inquisition policière et les ignobles attentats de la soldatesque contre la classe ouvrière.

Les Horreurs de l'Inquisition

Les horreurs de la Terreur blanche et de l'épouvantable inquisition dans les cachots yougoslaves, sont établies de façon authentique par les dépositions sous serment, devant le tribunal, des victimes et des témoins oculaires. Nous les emprunterons, ici, en partie à l'Humanité et en partie au compte rendu sténographique de ce procès, paru récemment à Belgrade dans un volume de 280 pages in-12°.

Sur le nombre des arrestations opérées dans le prolétariat à l'occasion de l'attentat, la déclaration du défenseur, Tricha Katslerovitch, ancien président du groupe parlementaire communiste à l'Assemblée Constituante, nous édifie, qui constate qu'en connexion avec l'attentat, plus de dix mille personnes ont été arrêtées dans tout le pays.

Le défenseur Liouba Yezditch dit dans son plaidoyer que : « 800 personnes ont été arrêtées avec Stéitch et qu'elles sont toutes passées par le terrible régime de la torture avec le nerf de bœuf et de l'incarcération dans la cheminée ».

Draguicha Vassitch, avocat et publiciste républicain, affirme dans sa plaidoirie ce qui suit : « Les témoins ont confirmé la vérité sur les atrocités épouvantables commises dans la préfecture ». Et encore : « Qui ne croira pas à ces atrocités, quand on est fixé sur l'assassinat par la police des frères Novakovitch, sur le sort de Galovitch, Zlatar et Valkovitch, qui est mort après avoir été torturé parce que la police l'avait pris pour Mladen Markovitch ? »

Les Dépositions des Accusés

Les dépositions, devant le tribunal, des accusés concernant leur martyre dans les cachots de la police, dressent une accusation saisissante contre la barbarie du régime.

L'accusé principal, Spassoé Stéitch, proclame être l'auteur et le seul auteur de l'attentat. Il a lancé la bombe en signe de protestation contre le régime des privilèges, contre ceux qui devraient observer les lois et qui les piétinent.

Au sujet des charges portées par lui devant la police contre Philipovitch, Kovatchévitch et Tchopitch, dirigeants du Parti, il déclara qu'il a cédé à la violence.

« J'ai dit, par exemple, que j'avais fait la connaissance de Tchopitch dans la Maison du Peuple, en janvier 1921, alors que la Maison était déjà fermée et militairement occupée en vertu d'une décision de l'Obznana. »

Confirmant de façon catégorique que personne n'a rien su de son projet d'attentat, il répète qu'il a accusé de complicité les susdits camarades sous l'effet des tortures subies.

Le chef de la police secrète, Mita Biftek, lui a administré vingt soufflets, lors de son arrestation ; la première nuit, il a été battu sans cesse et le reste du temps il a été maltraité, comme tous les détenus de la Préfecture.

Lafloche Tchaki, âgé de 53 ans, accusé de complicité dans l'attentat, plaident son innocence, déclare :

« Lors de ma confrontation avec Stéitch devant la police, je l'ai vu tant déformé à la suite des tortures et j'ai été pris d'épouvante. Trois jours durant, je n'ai reçu ni pain, ni eau, et pendant tout ce temps j'étais battu ».

Désavouant les dépositions qui lui ont été arrachées par la police, il dit :

« La police a écrit le contraire de ce que j'ai dit. J'ai démenti et nié tout quand le nouveau juge d'instruction est venu, mais il n'a rien voulu enregistrer ».

Sortant de sa poche une dent, Tchaki la montre aux juges et dit :

« Messieurs les juges ! Voyez-vous cette dent ? Quatre dents m'ont été cassées par le sous-lieutenant Voukomanne. C'est avec mes dents cassées qu'ils ont écrit mes dépositions et mes aveux ».

« On m'avait battu pour que j'avoue. Je leur ai répondu que je ne savais rien du tout, que je n'avais rien à leur avouer. Alors, ils m'ont lu ce que je devais signer et ils m'ont battu tant que je n'eusse pas signé. Je fus maintes fois battu jusqu'à perdre connaissance. Je ne pouvais pas parler, car j'étais tout gonflé. Ils m'ont répété : « Ce qui est écrit ici est exact et tu dois le signer. »

Le deuxième accusé de complicité dans l'attentat, Joseph Moïseche, qu'on a interrogé, sans l'interprète, en serbe, alors qu'il ne connaît que le hongrois, déclare devant le tribunal qu'il a été tellement frappé sur la tête qu'il ne savait plus ce qu'il faisait. Il a vu Tchaki terriblement estropié par les coups reçus.

L'accusé Cyrille Kolatchek, ouvrier, assermenté, déclare :

« Après la confrontation avec Tchaki, on m'a conduit dans la chambre de Voukomanne, où j'ai tout de suite aperçu trois nerfs de bœuf. Voukomanne a pris l'un, et le gendarme Miliane l'autre, et se sont mis à me frapper. On m'a écrasé la tête, je suis tombé, après quoi on m'a jeté sur le lit, tout sanglant. Puis, ils m'ont jeté par terre et ont continué à me battre. Ensuite, ils m'ont forcé de m'asseoir sur une chaise, afin de laver mes blessures. Voukomanne m'a dit que je mourrais dans la prison, si je n'avouais pas. Alors, ils m'ont poussé dans la cheminée, où je suis resté pendant trois heures. Immédiatement après moi, une femme a été introduite dans la chambre, et j'ai entendu la voix de Voukomanne, qui criait : « Parle ! » La femme poussa de terribles hurlements. J'ai entendu son agonie ! »

L'accusé Léonold Motchar, ouvrier, dépose : « Ils m'avaient tellement frappé à la tête que je m'évanouis. Ils nous ont torturés par la soif pendant la terrible chaleur de l'été passé. J'ai vu un vieillard de 60 ans boire son urine pour calmer sa soif ».

L'accusé André Valent, ouvrier, saisit le tribunal de la déclaration suivante :

« On m'a amené dans la chambre de Voukomanne, où se trouvait aussi Douchan, le forçat. Ils m'ont dit : « Demain tu passeras à l'interrogatoire », et ont commencé à me battre. Puis, ils m'ont déchaussé et ont continué à me frapper sur les talons et la plante des pieds. J'ai poussé des cris. Alors Voukomanne dit à Douchan : « Comprime-lui la bouche » ! J'ai mordu la main de Douchan et il m'a cassé une dent, après quoi ils me fermèrent la bouche du bout de la chaussure, tout en continuant à me frapper sur les pieds nus. Après la torture, ils m'ont enfermé dans la cheminée, où je n'ai reçu ni pain, ni eau. Le lendemain, avant l'interrogatoire, Voukomanne m'a tiré avec véhémence les moustaches en criant : « Veux-tu dire tout ce que tu sais ! »

L'accusé Jean Vymislitsky, ouvrier, déposant sur les tortures journalières qu'il a subies dans la prison de la Préfecture, déclare qu'à l'interrogatoire il a été battu parce qu'il ne voulait pas signer l'acte contenant de fausses dépositions. Alors le juge d'instruction, Andjelkovitch, s'écria : « Tu dois signer », et commanda à Voukomanne : « Emporte-le et tue-le, s'il ne signe pas ! »

(A suivre)

Henry LEHMANN.

N.-B. — Dans l'article précédent, à la page 272, au lieu de : « le Parti Communiste... a su grouper autour de son drapeau une armée imposante de cent dix mille voix prolétariennes », il faut lire « deux cent dix mille voix », etc.

LA VIE DU PARTI

Résolution adoptée par le Comité Directeur dans sa séance du 14 Avril 1922

Le Comité directeur constate que les conditions nouvelles de la lutte ouvrière dans le monde, imposent à tous les Partis communistes un réajustement de leurs méthodes de propagande et un renouvellement de leurs moyens d'action. Il estime pleinement justifiés les mots d'ordre du troisième congrès de l'Internationale communiste et il considère comme une nécessité d'aller aux masses en leur proposant des buts concrets.

Le développement de l'offensive capitaliste sous la triple forme de la réaction politique, patronale et militaire, exige du prolétariat, sous peine d'une rapide défaite, un maximum d'unité dans la résistance. Le Comité directeur se rend compte que la tendance à l'unité est l'aspiration naturelle de la classe opprimée et il est prêt, en ce qui le concerne, à favoriser cette tendance, dans la mesure où elle ne va pas à l'encontre des intérêts permanents du communisme. Il a fait à la tactique du front unique des objections, exclusivement inspirées par son souci de maintenir l'intransigeance et l'indépendance au mouvement communiste international. Son opposition, exprimée par les décisions antérieures du Parti et dont il maintient les raisons fondamentales, n'a point prévalu. L'Exécutif de l'Internationale a accepté les thèses sur l'unité du front prolétarien. Le Comité directeur, en accord avec ses délégués à la conférence de l'Exécutif élargi de Moscou, déclare s'incliner devant la décision qui est intervenue. Il est disposé à observer, dans l'action, la plus stricte discipline, sous la garantie que lui a d'ailleurs accordée l'Internationale, qu'il aura le droit d'adapter la tactique nouvelle à la situation particulière du mouvement ouvrier français.

C'est dans cet esprit qu'il a examiné les résolutions de la conférence de Berlin des trois Internationales. Il croit devoir signaler d'abord à l'Exécutif de Moscou le danger de l'institution décidée à Berlin, du Comité des Neuf, qui établit un lien organique entre les trois Internationales politiques.

L'existence, le fonctionnement sans limitation de durée, les attributions même de ce Comité lui paraissent incompatibles avec l'indépendance organique du

mouvement communiste international. Le moins que puisse dire le Comité directeur, c'est que le Comité des Neuf semble donner un caractère de permanence inacceptable à un rapprochement qui dans la pensée même de l'Internationale communiste devait être accidentel, temporaire, provisoire. Le Comité directeur donne mandat à ses représentants à l'Exécutif de proposer que l'assentiment de l'Internationale communiste à la constitution du Comité des Neuf soit entièrement subordonné à l'assurance que l'activité de ce Comité sera limitée à la préparation exclusive de la Conférence générale acceptée par l'Exécutif élargi et décidée en principe par la réunion de Berlin.

En ce qui concerne la démonstration de masses dont la date a été fixée au 20 avril ou au Premier Mai, le Comité directeur pense que le Premier Mai répond mieux que le 20 avril au but poursuivi. La démonstration s'accorde en ce cas parfaitement avec l'initiative déjà prise par la Confédération générale unitaire.

Le Comité joindra donc son appel à celui de la C.G.T.U. pour donner à la journée du Premier Mai le caractère d'une imposante affirmation de classe en faveur du programme de revendications immédiates qui est commun aux organisations syndicales et aux organisations communistes et au premier plan duquel il place la reprise des relations politiques et économiques avec la Russie des Soviets, et la lutte contre la réaction mondiale.

Une telle démonstration n'exclut aucun concours prolétarien, mais le Parti communiste entend la préparer et travailler à son succès par l'effort autonome de sa presse, de ses propagandistes, de l'ensemble de ses militants. Il a la conviction de servir au mieux la classe ouvrière française, la Révolution russe et l'Internationale communiste. Dans ces conditions, il décline l'offre de collaboration du Parti socialiste (S.F.I.O.). Il compte sur le dévouement de tous ses adhérents pour que le Premier Mai, par l'accord spontané des volontés et des consciences révolutionnaires, réalise le front commun de combat du prolétariat de ce pays.

Résolution sur le Front Unique votée au Conseil National

Voici le texte de la résolution votée dimanche par le Conseil national, à la suite du débat sur le front unique.

Le Conseil National déclare que les principes purement révolutionnaires, sur lesquels fut fondée l'Internationale Communiste par les trois premiers congrès mondiaux, doivent être considérés comme intangibles. Toute atteinte à ces principes ferait disparaître la raison d'être du communisme international. Mais il constate que les conditions nouvelles d'action résultant de la situation politique et économique peuvent justifier pour les Partis Communistes certaines modifications de tactique qui ne doivent pas atteindre ces principes fondamentaux. Il renouvelle donc son acceptation des mots d'ordre du troisième congrès de l'Internationale Communiste, et il considère, conformément à la tradition constante du mouvement ouvrier qu'il est de son devoir d'aller aux masses en leur proposant des buts concrets.

Mais il rappelle que l'Internationale ne pourrait sans péril paraître disposée à abandonner pour ces actions partielles son action générale révolutionnaire. Plus que jamais, dans la situation actuelle, le communisme doit montrer, à chaque occasion, que les conquêtes partielles, même celles qui sont capables d'aider réellement les travailleurs dans leur lutte ne doivent pas faire oublier à ceux-ci qu'il n'y aura libération, pour le prolétariat, que par la prise du pouvoir. Le Parti Communiste Français s'opposera toujours à la renaissance, sous d'autres noms, et avec d'autres formules, du réformisme et de l'opportunisme, condamnés par l'Internationale.

Le développement de l'offensive capitaliste, sous la triple forme de la réaction politique, patronale ou militaire, pousse les masses, qui veulent éviter une rapide défaite, à rechercher un maximum d'unité pour la résistance. Mais cette tendance naturelle à l'unité pour le combat aurait, pour le prolétariat les conséquences les plus désastreuses si elles permettaient aux chefs social-démocrates et syndicalistes réformistes, dont le passé de trahison répond pour l'avenir, de reprendre de crédit qu'ils ont perdu.

Le Parti a fait à la tactique du front unique des objections exclusivement inspirées par son souci de maintenir l'intransigeance et l'indépendance du mouvement communiste international.

Le Conseil, jusqu'à la consultation définitive du Communisme français par le Congrès National — qui doit être réuni au plus tard dans la première quinzaine de septembre — ne peut que maintenir les objections antérieurement faites par le Parti, tout en affirmant sa volonté

de collaborer fraternellement, d'une manière générale, à l'action de l'Internationale.

Il s'oppose, en principe, conformément à la déclaration de Marseille, aux accords avec les états-majors des socialistes ou syndicalistes-réformistes. Il déplore les expériences de collaboration parlementaire avec les social-démocrates qui sont tentées en divers pays par les Partis Communistes. Il repousse les projets de participation ministérielle qui ont été préconisés comme application de la tactique du front unique.

Le Conseil National prend acte des résolutions du Comité Exécutif élargi, mais il considère que, seule, la décision souveraine du 4^e congrès mondial pourra trancher définitivement la question avec l'autorité nécessaire.

Le Conseil National affirme que, réserve faite des droits du Parti et de l'Internationale, il est nécessaire de maintenir le principe de la discipline. C'est dans cet esprit que le Comité Directeur a autorisé le camarade Frossard à se rendre à la Conférence de Berlin. C'est dans cet esprit que le Comité Directeur avait examiné les résolutions de cette conférence. Le Conseil National croit devoir signaler d'abord à l'Exécutif de Moscou le danger de l'institution, décidée à Berlin, du Comité des Neuf qui établit un lien organique entre les trois Internationales politiques, institution que l'Exécutif vient de ratifier.

L'existence, le fonctionnement, sans limitation de durée, les attributions mêmes de ce Comité paraissent au Conseil National incompatibles avec l'indépendance organique du mouvement communiste. Le moins que puisse dire le Conseil National, c'est que le Comité des Neuf semble donner un caractère de permanence inacceptable à un rapprochement qui, dans la pensée même de l'Internationale Communiste, devait être accidentel, temporaire, provisoire. Le Conseil National donne mandat aux représentants du Parti à l'Exécutif de proposer que l'assentiment définitif de l'Internationale à la constitution du Comité des Neuf soit entièrement subordonné à l'assurance que l'activité et la durée de ce Comité seront limitées à la préparation exclusive de la conférence générale, acceptée par l'Exécutif élargi et décidée en principe par la réunion de Berlin. Il décide que le Comité Directeur réunira en temps utile le Congrès National pour que le Parti puisse délibérer sur l'attitude à prendre relativement à cette conférence.

Pour la démonstration de masse, dont la date avait été fixée au 20 avril ou au 1^{er} mai, le Comité Directeur a décidé avec raison que le 1^{er} mai répondait mieux que le 20 avril au but poursuivi. La démonstration s'accordera donc parfaitement avec l'initiative déjà

prise par la Confédération Générale Unitaire.

Le Parti joindra donc son appel à celui de la C. G. T. U. pour donner à la journée du 1^{er} mai le caractère d'une imposante manifestation de classe en faveur du programme des revendications immédiates qui est commun aux organisations syndicales et aux organisations communistes, et au premier plan duquel il place la reprise des relations politiques avec la République des Soviets et la lutte contre la réaction mondiale.

Une telle démonstration n'exclut aucun concours prolétarien, mais le Parti Communiste, doit la préparer et travailler à son succès par l'effort autonome de sa presse, de ses propagandistes, de l'ensemble de ses militants. Il a la conviction de servir ainsi, au mieux de la classe ouvrière française, la Révolution russe et l'Internationale Communiste. Dans ces conditions, le Conseil National approuve le Comité Directeur qui a décliné l'offre de collaboration du Parti Socialiste (S. F. I. O.). Il compte sur le dévouement de tous ses adhérents, pour que le 1^{er} mai, par l'accord spontané des volontés et des consciences révolutionnaires, réalise en fait, derrière la C.G.T.U. et le Parti Communiste, l'unité des plus larges masses ouvrières.

A obtenu 3.337 mandats.

La Résolution de la Minorité

Le Conseil national regrette que la déformation des thèses de l'Exécutif sur le front unique dans la grande presse du Parti, n'ait pas permis aux sections et aux fédérations d'avoir une base exacte permettant d'utiles discussions. Il regrette également que le Comité Directeur n'ait pas mis à la disposition du Parti les informations relatives aux applications du front unique dans diverses sections de l'Internationale communiste, ce qui aurait permis à chacun de se rendre compte par des faits de la valeur de la tactique proposée.

Le front unique a été systématiquement présenté comme le retour à l'unité d'organisation alors que les thèses de l'Exécutif insistent sur la nécessité pour le Parti communiste, de garder jalousement son entière indépendance d'organisation et sa pleine liberté de critique dans l'application de cette tactique.

Le front unique a aussi été présenté comme une tactique allant à l'encontre des intérêts permanents du communisme, mais nécessaire au salut de la Révolution russe ; et sur cette base a pu se développer une campagne qui tente de dissocier les intérêts de la Révolution russe des intérêts du reste des ouvriers du monde.

Le Conseil national rappelle la déclaration faite par le camarade Renoult au nom de la délégation du Parti, déclaration ainsi conçue : « Nous avons déjà dit que nous apportons dans cette discussion un parfait esprit de discipline. Nous avons le droit et le devoir de défendre notre opinion de la façon la plus catégorique, mais nous sommes des soldats disciplinés de l'Internationale, et, par conséquent quelles que soient les décisions que vous prendrez, nous nous y soumettrons comme notre devoir communiste nous oblige à le faire. »

D'autre part, d'après l'article 5 des statuts de l'In-

ternationale communiste, ainsi libellé : « Le Congrès international élit un Comité Exécutif de l'Internationale communiste, qui devient l'instance suprême de l'Internationale communiste durant les intervalles qui séparent les sessions du Congrès mondial », les décisions de ce Comité sont immédiatement applicables par les sections nationales. Ces dispositions ont été acceptées sans réserve par le Congrès de Tours.

Dans ces conditions, le seul objet du Congrès national ne peut être que de décider des modalités d'application de la tactique du front unique en France.

En ce qui concerne la Conférence des trois Internationales, le Conseil national regrette que le Comité Directeur n'ait pas pris l'initiative des mesures d'application des décisions de Berlin, laissant ainsi à d'autres organisations le bénéfice de cette initiative.

Le Conseil national décide d'adresser d'urgence à toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière et à tous les travailleurs, un appel en vue de participer aux démonstrations organisées par la C.G.T.U. pour le Premier Mai, et d'y manifester sur les mots d'ordre suivants : 1^o Pour la journée de huit heures ; 2^o Pour combattre le chômage infiniment accru par la politique des séparations des puissances capitalistes ; 3^o Pour l'unité d'action du prolétariat contre l'offensive capitaliste ; 4^o Pour la Révolution russe, pour la Russie affamée, pour la reprise des relations politiques et économiques de tous les Etats avec la Russie des Soviets ; 5^o Pour la reconstitution du front unique du prolétariat dans chaque pays et dans l'Internationale.

Le Conseil national, constatant que le Comité Exécutif de l'Internationale communiste a ratifié les décisions de Berlin, invite le Comité Directeur à se conformer aux dispositions prescrites pour la prochaine réunion de la Commission des 9.

Le Conseil national rejette toute disposition qui, en contradiction avec les engagements pris par le secrétaire général de la section française à Berlin, fournirait à d'autres organisations nationales et internationales, par l'inobservation de ces engagements un prétexte pour se dérober à l'exécution des résolutions prises en commun et pour en rejeter la responsabilité sur l'Internationale communiste responsable de sa section française.

La presse et la propagande du Parti devront s'employer à faire connaître et à faire comprendre le front unique. L'étude de cette tactique, reste à l'ordre du jour de nos organisations comme devant en faciliter l'application.

A l'instant où, disciplinés dans l'Internationale communiste, le Parti communiste français doit commencer à appliquer la tactique du front unique, le Conseil national proclame la nécessité d'écarter de son sein toute influence anticomuniste et de combattre sans indulgence toute tendance s'efforçant d'utiliser la tactique du front unique pour retourner à l'unité d'organisation avec les dissidents.

Cette résolution a obtenu 627 mandats.

Abstentions : 235.

Absences : 255.

Le Gérant : R. APERCE.

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges DANGON, imprimeur.